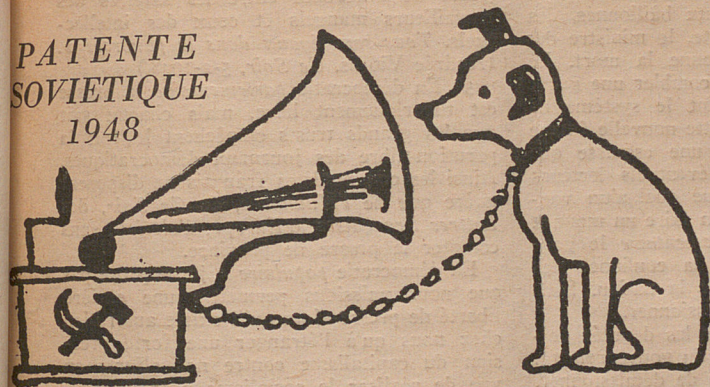


masses

SOCIALISME ET LIBERTÉ

PATENTE
SOVIETIQUE
1948



La voix de son maître

LES PLANS MARSHALL et MOLOTOV et L'AVENIR de L'EUROPE

Changement
automatique
des disques



7 nouvelles
éditions de
vieilles chansons

NUMÉRO SPÉCIAL 36 pages : 30 frs

MENSUEL N° 14
AVRIL-MAI 1948

PETIT PRÉCIS DE DROIT CONSTITUTIONNEL EN DÉMOCRATIE POPULAIRE

Les orientaux ne savent pas encore que l'esprit ou l'homme, en tant que tel, est en soi libre; parce qu'ils ne le savent pas ils ne le sont pas; ils savent uniquement qu'un seul est libre; c'est pourquoi une telle liberté n'est que caprice, barbarie...

HEGEL.

LA démocratie vient de triompher à Prague; les partis d'opposition sont interdits, les journaux bâillonnés, des professeurs mis à la porte, le ministre des affaires étrangères se donne la mort. Le moment est propice pour combler une grave lacune et mettre au point le système de droit constitutionnel de cette nouvelle forme de démocratie. En voici une esquisse que nous soumettons à nos éventuels lecteurs stalinien avec l'espoir que quelqu'un voudra bien le compléter et en faire un manuel.

1° En démocratie *parlementaire* le gouvernement doit jouir de la confiance des députés librement élus par la nation. Sans quoi il est obligé de démissionner.

En démocratie *populaire* les députés doivent jouir de la confiance du gouvernement. Sans quoi ils sont obligés de démissionner. (Voir journaux au moment de la crise tchécoslovaque.)

2° En démocratie *parlementaire* les partis élisent librement leurs chefs et choisissent leur politique.

En démocratie *populaire* les chefs des autres partis sont nommés par le parti communiste. Ils *doivent* collaborer avec les communistes. (Voir interview de M. Fierlinger dans *l'Humanité* du 5 mars 1948.)

3° En démocratie *parlementaire* tout citoyen a le droit de proposer un changement de politique extérieure. Ainsi M. Wallace, qui est partisan d'une orientation prosoviétique, se démène librement et fait de la propagande pour ses idées; on estime que c'est là son droit de citoyen américain.

En démocratie *populaire* on estime que lorsqu'un citoyen est en désaccord avec la politique extérieure du gouvernement il est l'agent d'une puissance étrangère. (Dame! il ne peut pas proposer une alliance avec les habitants de la lune). Comme d'autre part il n'a pas le droit de propager librement ses idées, il est obligé de conspirer.

Un agent conspirateur d'une puissance étrangère : un espion. Il faut le fusiller. C.Q.F.D.

4° La démocratie *parlementaire* est un régime d'*égalité*. Ainsi aux U.S.A. les capitalistes ont droit à une Chrysler alors que les ouvriers sont souvent obligés de se contenter d'une Ford.

La démocratie *populaire* est un régime d'*égalité*. Ainsi en Roumanie « ...il n'y a guère de différence entre les salaires des travailleurs manuels et ceux des intellectuels. *Tous sont égaux dans la pauvreté* ». (Andrée Viollis, *Ce Soir*, 5-2-1948.)

5° En démocratie *parlementaire* la presse est théoriquement libre, mais chacun sait que les grands trusts empêchent le fait la parution libre des journaux démocratiques. Ainsi les communistes français ne disposent guère que de *l'Humanité*, de *Ce Soir*, des *Lettres Françaises*, d'*Europe*, d'*Action*, sans compter la presse de province.

En démocratie *populaire* « je ne pense pas que nous puissions permettre une entière liberté de presse alors qu'il existe aussi bien chez nous qu'à l'étranger une forte pression du capitalisme contre nos efforts en vue de réaliser le socialisme chez nous. » (Fierlinger.)

6° En démocratie *parlementaire* l'opposition est un droit.

En démocratie *populaire* « je ne sais pas si un parti d'opposition sera autorisé » (Re-Fierlinger.)

7° En démocratie *parlementaire* les élections sont *libres*.

En démocratie *populaire* les élections sont *régulières*. (Toujours Fierlinger). Goûtez la nuance.

8° La démocratie *populaire* est basée sur une *justice libre*. En effet la justice y est libre d'agir à sa guise sans être embarrassée, par exemple par les vaines arguties des avocats. (Au premier procès de Moscou en 1937, il y avait exactement 21 procureurs : M. Vichinsky, les trois juges et les 17 accusés, mais *pas un seul avocat*.)

9° La démocratie *populaire* est basée sur une *police libre*. (Cf. plus haut.)

10° En un mot la démocratie *populaire* réalise *l'Etat Libre*. En effet y a-t-il un pays où *l'Etat soit plus libre* qu'en Russie?

L.M.

SPARTACUS

Jean JAURÈS

Le Manifeste Communiste 36 p. 30 fr; franco 34 frs.
de Marx et Engels

Anton CILIGA

Lénine et la Révolution 48 p. 35 fr; franco 40 fr.
La Condition humaine en U. R. S. S.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. P. PARIS 633-75

Sommaire

Éditorial : Le Socialisme et le plan Marshall... 3
Coffinet : Pour le Socialisme 4
Rubak : Le plan Marshall et la Guerre 5

Martin : Plan Marshall et stratégie mondiale. 7

Patri : Où est le Néo-Munichisme? 9

Toma : Le Plan Molotov 11

masses Socialisme et Liberté

Directeur : René LEFEUVRE
15, rue de la Huchette - Paris (5^e)
Abonnement : 200 frs - Étr. : 300 frs
C. Ch. Post. : Paris 633.75

du Numéro 14

Collinet : Le Plan Marshall et l'avenir de l'Europe 13

Kronstadt : Staline prépare-t-il un nouveau tournant? 17

Dommanget : La calomnie contre Blanqui
Karl Marx : 2 lettres à Freiligrath 23

INFORMATIONS INTERNATIONALES 27

Les Hommes et leurs Œuvres 33

LE SOCIALISME ET LE PLAN MARSHALL

NOTRE époque se caractérise par un dualisme tragique. Nous avons en face de nous une atroce tyrannie qui se targue d'être de gauche et compromet ainsi l'idée même du socialisme. D'autre part, cette tyrannie a des adversaires puissants et énergiques qui sont en même temps les adversaires traditionnels du socialisme : le supercapitalisme et l'impérialisme. Pour la conscience socialiste tout problème politique concret entraîne un douloureux conflit.

L'attitude socialiste devant le plan Marshall est un de ces problèmes. Hegel parle de la « conscience déchirée ». Notre époque est celle de la conscience socialiste déchirée.

Le temps n'est plus ou un événement tel que la Commune de Paris ou la Révolution Russe pouvait susciter l'enthousiasme unanime de la classe ouvrière et de tous les hommes de progrès. Notre temps est celui des enthousiasmes inquiets. Chaque groupement peut valablement critiquer l'adversaire, mais la vérité qu'il proclame est rarement définitive.

En faveur de la thèse « antistalinienne » on peut faire valoir que l'U.R.S.S. est un régime totalitaire tandis que malgré tout les U.S.A. sont une démocratie. Après la victoire américaine le prolétariat pourra continuer sa lutte; en cas de victoire russe ce sera la nuit concentrationnaire... D'autant plus qu'une fraction importante de la classe ouvrière aura, au moins pendant un temps, l'illusion d'avoir réalisé ses idéaux. Une autre raison qui milite en faveur de cette attitude est que, pour le moment les U.S.A. ne semblent ni préparés ni intéressés à un conflit, alors que l'U.R.S.S. représente l'élément dynamique dans les compétitions impérialistes comme, de son temps, l'Allemagne hitlérienne. Or, sauver la paix est la première et la plus urgente des tâches socialistes.

Le point de vue « socialiste traditionnel » ne manque pas non plus d'arguments. Il invoque à juste titre le caractère impérialiste des U.S.A. et malgré leur préférence évidente pour la pénétration pacifique craint qu'ils ne soient amenés à faire une guerre préventive. Le raidissement américain prend à ses yeux la valeur d'une provocation à la guerre. Et ils pensent qu'une sympathie trop active vis-à-vis des U.S.A. contaminerait tout autant la conscience ouvrière que la sympathie aveugle de certaines couches ouvrières vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Aucun de nous ne croit à l'image d'Épinal d'un Oncle Sam idéaliste et puritain. Nous savons que lorsque les U.S.A. veulent nous aider ils le font dans leur intérêt bien compris. Sur ce point les stalinien n'ont rien à nous apprendre. Mais, dans les critiques communistes contre le plan Marshall, quelle floraison de basse mauvaise foi!

Vouloir éviter la catastrophe économique à l'Europe pour empêcher son glissement dans le camp stalinien n'est pas du pur idéalisme. Ce n'est pas criminel non plus. Moins criminel en tout cas que de vouloir précipiter l'inflation pour pousser l'Occident dans le camp du désespoir et de la guerre. Car de la guerre atomique le socialisme ne sortira pas.

Nous posons brutalement la question : dans les pays qui se trouvent dans la zone soviétique les communistes ont-ils réalisé le bien-être? Ont-ils réalisé le socialisme? Non! chaque jour nous parviennent des témoignages d'une misère croissante... Alors qu'ils se taisent! Et qu'ils laissent au moins tenter l'autre expérience.

Si notre préférence est pour la solution socialiste, nous nous opposons à ce que l'on veuille punir par la misère notre pays pour avoir refusé de se ranger dans le camp soviétique.

MASSES.

Pour un socialisme démocratique, ardent et fort

par Julien COFFINET

QUAND on s'arrête un moment à se remémorer tous les camarades qui, depuis vingt ans, se sont efforcés de défendre le socialisme contre les déviations réformistes et bolchevistes, et qui ont abandonné la lutte, découragés, démoralisés, vaincus, pour se replier sur eux-mêmes et cultiver leur jardin en attendant des jours meilleurs, on ne peut se garder du doute et du pessimisme. Là où tant de bonnes volontés, tant de fermes énergies épaulées par tant de savoir, ont échoué, n'est-ce pas être fou que de vouloir continuer ? Et n'avaient-ils pas raison ceux qui pensaient que quelque chose devaient être faux dans notre doctrine marxiste ? N'avaient-ils pas un jugement plus juste que le nôtre tous ceux qui estimèrent que les événements étaient plus forts que nous, qu'ils nous dominaient entièrement, et que notre désir d'orienter quelque peu le cours de l'histoire n'était qu'une vaine prétention ?

Tristes jours ceux où l'on commémore le grand mouvement révolutionnaire qui fit vibrer longuement l'Europe il y a un siècle, cependant que l'on fourbit les armes de la troisième guerre mondiale. Toutes ces cérémonies officielles, tous ces discours académiques, cela vous a touchés ? Cela vous a permis de communier dans le souvenir des quarantehuitards ? Cela vous a donné quelque espoir de subvertir la société après avoir enfin défait la réactionnaire surenchère du communisme qui débilite et asphyxie le mouvement ouvrier ?

Fatigue, découragement chez les militants; absence de foi chez les officiels; arrivisme et trafics dans certains cercles du socialisme. Le socialisme est loin aujourd'hui du grand courant d'espoir qui galvanisa nos arrière-grands-parents. L'époque est dure, la tâche difficile, l'avenir sombre pour longtemps. Est-ce une raison d'abandonner le combat ? Certes non, au contraire. La réalisation du socialisme démocratique, véritable libération de l'homme ne se fera pas par le jeu automatique des forces historiques; elle ne se fera pas par l'action faible et incertaine d'élus parlementaires bien intentionnés, peut-être, mais peu préparés à leur mission; elle ne se fera pas par les proclamations ampoulées d'intellectuels mieux intentionnés encore, mais non moins mal préparés; encore moins se fera-t-elle par un acte volontaire des capitalistes ou de leurs représentants. Non, elle se fera par l'action dynamique de la foi et de l'enthousiasme d'un large mouvement populaire, guidé par des cadres conscients et prêts à remplir leur rôle. Elle exigera des luttes pénibles et longues pour vaincre toutes les résistances, passer tous les obstacles, recevoir dans l'expérience toutes les leçons nécessaires. Mais elle se fera si nous le voulons avec assez de puissance et si nous nous y préparons avec assez de dévouement et de persévérance.

Réaliser le socialisme ce n'est pas renverser les capitalistes pour les remplacer par des bureaucrates ou managers monopolistes; réaliser le socialisme tout en sauvegardant, en augmentant les libertés individuelles, exige un bouleversement total de l'économie, de la technique et des relations sociales. Il est indispensable, pour y parvenir, d'avoir une vision claire des buts à atteindre, une ferme volonté de réussir et un grand soin dans le choix des moyens.

Nous autres, socialistes de la pointe occidentale du continent européen, nous nous trouvons devant le double problème que voici : d'une part, l'affaiblissement des vieux capitalismes et leur effacement au profit du capitalisme américain; d'autre part la menace lourde, toujours présente, de la tendance russe à l'expansion.

Nul doute que le Plan Marshall ne soit à la fois un instrument de lutte contre la Russie et un moyen de domination capitaliste. Nul doute non plus que les aliments, les matières premières, les machines et les capitaux qu'il nous offre ne nous soient utiles, sinon absolument nécessaires. Il eût, peut-être, été possible de les éviter, à la fin de la guerre, par une politique de reconstruction franchement socialiste; mais celle-ci eût demandé aux masses des sacrifices supposant une maturité qui était loin d'être atteinte. L'essentiel, ici, est de bien connaître ce que l'on accepte, de veiller à ne pas laisser mettre la main sur les positions-clés, et de ne pas se laisser sur l'avenir.

Mais dans la lutte contre le capitalisme, au milieu, des bouleversements que celui-ci subit actuellement, c'est-à-dire dans la lutte pour le socialisme, donc pour la liberté, pour l'égalité, pour la libération de l'homme, une étape immédiate se présente à nous : la résistance aux tentatives russes de domination du continent. L'unification de l'Europe occidentale, sous l'égide du conservateur Churchill, pour une meilleure sécurité et un plus grand profit des capitaux américains nous laisserait encore la possibilité de lutter; peut-être nous favoriserait-elle même dans réalisation de nos buts, indépendamment, bien entendu, de la volonté et des mobiles des promoteurs. Mais l'unification de l'Europe sous la domination russe, quelle chance nous laisserait-elle pour la réalisation du socialisme ? L'une nous promet, pour un temps plus ou moins éloigné encore, l'établissement de l'ère des managers, mais nous laisse de larges possibilités de manœuvre et de victoire. L'autre, nous offre l'entrée immédiate et brutale dans la société directoriale, sans possibilités de résistance : défaite sans lendemain à espérer, sans revanche à prendre, pour plusieurs générations.

Mais si l'on veut lutter efficacement contre le stalinisme il faut qu'il soit clair que ce combat est une étape vers le socialisme, non une adhésion à la réaction. La lutte contre le danger immédiat doit être conçue et conduite comme un moment de la lutte contre le danger général, le capitalisme, et une étape vers la construction du socialisme.

Le Plan Marshall et la guerre qui vient

par Simon RUBAK

IL est acquis que la deuxième guerre mondiale du xx^e siècle s'est soldée par un partage du monde effectué à Yalta. Partage en deux zones générales d'influence : l'une, russe, aux limites imprécises vers la Chine, mais s'étendant en Europe jusqu'au tracé d'une ligne Berlin-Trieste — réserve faite de la Grèce et de la Turquie; l'autre, anglo-américaine, comprenant le reste du monde.

Un partage ne peut pas se présenter ouvertement pour ce qu'il est, c'est-à-dire une mesure d'asservissement général, désastreuse et funeste pour tous les peuples, y compris ceux des pays hégémonistes. Il lui faut nécessairement des justifications trompeuses, un *distinguo* dans l'ordre des mythes — racial, culturel, idéologique, théologique, etc. y compris le mythe d'intérêts économiques fumeux — *distinguo* propre à créer des antagonismes passionnels.

Pour qui n'est pas dupe de ce charlatanisme, pour qui sait que la *Liberté* dont dispose un prolétaire américain est aussi mythologique que le *Pouvoir* exercé par un prolétaire russe; pour qui voit encore moins de communisme en U.R.S.S. que de démocratie aux U.S.A.; pour qui n'ignore pas que l'économie américaine, ayant dépassé depuis longtemps le stade du libéralisme; et l'économie dite soviétique s'écartant chaque jour davantage du socialisme, c'est se moquer du monde que d'opposer le Libéralisme américain au Communisme russe, tous deux fantomatiques, il apparaît que le partage (ou le repartage) du monde demeure, comme

par le passé, le souci primordial et constant, la grande affaire des Impérialismes, l'essentielle raison d'être des conflits impérialistes.

Il semblait donc, à tout esprit réaliste, qu'après Yalta et sauf modification profonde du rapport de forces parmi les « Alliés », il ne dut plus y avoir entre les deux blocs que des litiges secondaires : petits empiètements territoriaux, grignotages de « réparations », rabiots d'influence. Mais l'art de la diplomatie étant celui de découvrir des mines de litiges, par la stratégie des Etats, on découvrit un très riche filon dans l'interprétation de l'expression euphémique « zone d'influence ». On constata que, pour les Russes, cela signifiait intégration de populations entières dans le système, non seulement économique, mais social, politique, policier et militaire de l'Union des Républiques Soviétiques. Par contre, on était porté à croire que, pour les Anglo-Américains, il ne s'agissait que de « pénétration économique » avec respect de l'organisation politico-sociale des peuples « sous influence ». D'où l'on pouvait conclure que, pour les pays assujettis, le joug anglo-américain serait moins écrasant, et surtout moins sanglant que le joug russe.

LE Plan Marshall fut expliqué par la nécessité, pour les U.S.A. d'étoffer au moyen de dollars et de marchandises leur influence sur l'Europe occidentale, comme suite et en riposte à l'emprise excessive de l'U.R.S.S. sur l'Europe centrale orientale.

Moins riches que les Anglo-Américains, les Russes ne pouvaient assurer leur maîtrise dans leur zone d'influence que par une mainmise totale : d'où les coups — d'une grossièreté et d'une brutalité spécifiques du régime — portés à la structure politico-sociale des pays satellites. Ces coups de force et de mauvaise foi commis par les dirigeants russes contre des peuples que les diplomates anglo-américains leur avaient livré à Yalta, furent utilisés pour mettre en lumière le caractère politique et belliqueux de l'expansionnisme russe et placer en contraste un expansionnisme anglo-américain, d'apparence exclusivement économique et par conséquent pacifiste. Ainsi on avait maintes raisons de croire à la sincérité du Plan Marshall en ce que celui-ci représentait un Plan de conquête de l'Europe par le dollar et non par l'armée. Parmi les raisons que l'on pouvait trouver aux dirigeants américains pour préférer l'influence purement économique à l'hégémonie militaire, l'une des plus importantes aurait été qu'une occupation militaire de l'Europe occidentale eût coûté plus cher, à la longue, que l'aide économique : de toutes façons, des troupes stationnées loin de leur métropole avaient besoin d'une ambiance favorable conditionnée par une aide économique.

De sorte que, selon les apparences les plus vraisemblables, et sans tomber dans des illusions répandues, on pouvait dire que le Plan Marshall, dans sa forme de « prêt à fonds perdus » constituait en quelque manière le prix de revient de la mainmise économique et pacifique des Etats-Unis sur l'Europe. Mais, du même coup, ce Plan sauvait l'Europe de la misère et de la dévastation. Il apportait la chance unique et presque inespérée d'un retour sans doute provisoire mais si nécessaire à un peu de prospérité. L'offre Marshall ne pouvait être refusée par aucun homme d'Etat européen sérieux.

DANS notre précédent numéro, la lettre d'Amérique de notre camarade Louis Clair a donné un excellent aperçu des différents courants politiques et sociaux qui ont joué sur l'élaboration du Plan. Pour ma part, je me proposais d'analyser brièvement le mécanisme économique de ces « prêts à fonds perdus » beaucoup plus favorables aux capitalistes américains qu'ils ne paraissent. Je songeais à esquisser ensuite, certaines conséquences de la mise en action de ce Plan pour les pays bénéficiaires, conséquences économiques comme la tendance immédiate à la baisse des prix et à la prospérité, avec perspective de crise prochaine, conséquences sociales, politiques, internationales... Ces remarques, partant de l'idée que le Plan Marshall est avant tout d'ordre économique l'auraient traité comme tel.

Mais le discours du Président Truman, le 17 mars 1948, a modifié du tout au tout

l'aspect de la question. A dater de ce jour, le Plan Marshall apparaît à mes yeux, non plus comme l'expression d'un expansionnisme économique, mais comme la partie économique d'un plan d'hégémonie totale, militaire et agressif. Il semble désormais que, les questions d'argent une fois réglées, les financiers sont rélégués dans la coulisse et que les diplomates flanqués d'Etats-Majors envahissent la scène. Les clauses économiques du Pacte à Cinq demeurent vagues et incertaines mais ses clauses militaires semblent autrement précises : dans chacun des pays signataires, le service militaire devient question d'actualité. Aux Etats-Unis, il signifie un premier pas vers la mobilisation. En Angleterre, les communistes sont considérés désormais — pas à tort, sans doute — comme les citoyens d'un pays présumé ennemi. L'alliance à peine signée, le Président des Etats-Unis donne du poing sur la table. La guerre est à l'ordre du jour. Mieux : aux paroles provocantes se joint l'acte provocateur. En offrant Trieste à l'Italie sous forme de coup de théâtre, il y avait risqué immédiat de voir le maréchal Tito rééditer inconsidérément sur cette ville le coup de d'Annunzio sur Fiume.

JUSQU'AU 17 mars, l'U.R.S.S. était le seul pays dont on pouvait craindre une agression. A partir du 17 mars, une agression des U.S.A. peut être envisagée. La recherche des responsabilités et des premiers torts n'enlève rien à ce fait. Il est peu probable que les réactions américaines ont pour raison réelle la crise tchécoslovaque ou l'attaque contre la Finlande. Il est possible que l'affollement provienne plutôt d'une avance sensationnelle des Russes dans le domaine de la recherche atomique. Toujours est-il que le discours Truman fut prononcé avant même que l'encre des signatures du Pacte à Cinq eut séché. Dans ces conditions, le Plan Marshall vise-t-il encore à la reconstruction de l'Europe ou n'est-il plus qu'un prêt comme celui qu'on paye aux soldats ?

Tout examen de l'aspect économique que doit prendre ce Plan est subordonné au sens que doit prendre ce Plan lui-même. Si le discours du Président Truman signifie seulement que les Etats-Unis, forts de l'approbation européenne, s'estiment en mesure de parler le langage de la force, mais qu'en définitive leur but se borne au développement de leur zone d'influence, rien n'est perdu et il y a même là peut-être un élément d'espoir. Par contre, si comme le suggèrent l'activité fébrile des chancelleries européennes et la préparation fébrile des Etats-Unis, si l'aide Marshall n'est que le prix de notre entrée en guerre contre l'U.R.S.S. au profit d'une hégémonie américaine, il est évident que ce Plan ne sera pas celui de la reconstruction de l'Europe, mais de sa destruction totale.

PLAN MARSHALL ET STRATEGIE MONDIALE

par Lucien MARTIN

POUR tout socialiste qui ne jouit pas de l'enviable sérénité d'âme des staliniens, l'existence du plan Marshall pose une pénible question de conscience. D'un côté on affirme avec force qu'il s'agit là d'un plan impérialiste dont l'unique but est de détourner vers les pays satellites le fléau menaçant du chômage et en même temps d'embrigader ces pays dans la stratégie d'une croisade antisoviétique, (Argument staliniens.) D'un autre côté on aimerait présenter le portrait d'un allié obligeant qui accourt à la rescousse d'un pays ami se trouvant dans la gêne. (Point de vue de la presse bourgeoise). Si le premier point de vue est suspect par ceux qui s'en font les avocats, le deuxième choque à juste titre tout marxiste imbu de l'idée du déterminisme économique de la politique impérialiste. En fin de compte la majorité des socialistes penche volontiers à admettre « en soi » la validité de la critique stalinienne tout en considérant que devant la menace de l'impérialisme soviétique le plan Marshall peut à l'heure actuelle constituer une sorte de moindre mal.

La question des conséquences économiques du plan Marshall sera étudiée ailleurs dans ce même numéro. Nous voulons envisager ici ses rapports avec la stratégie mondiale. En effet plus que jamais les questions économiques sont liées aux considérations stratégiques autrement dit à la préparation de la troisième guerre mondiale.

TOUT d'abord on relèvera une contradiction interne dans l'« argument staliniens ». Si les Etats-Unis se soucient dès maintenant de l'écoulement de leur production excédentaire c'est que leur politique *postule la paix* pour un avenir immédiat. Sans quoi la guerre résoudrait rapidement les questions de surproduction ou de chômage. C'est un premier point important à retenir.

Posons maintenant la question avec clarté : en cas de conflit les puissances anglo-saxonnes ont-elles intérêt à s'assurer le concours actif de la France ? (1). Ont-elles un intérêt quel-

(1) Nous écrivons « la France » et « français » pour simplifier, mais il est clair que la plupart des considérations s'appliquent aussi aux pays occidentaux, notamment à ceux du Groupe Bénélux.

conque à ce que le cabinet français, qu'il soit présidé par de Gaulle, Blum ou Schumann rappelle son ambassadeur de Moscou et déclare la guerre ?

A cette question on peut répondre par un « non » formel.

Un gouvernement français qui déclarerait la guerre dans de pareilles circonstances serait balayé par les communistes qui bénéficieraient dès lors du concours de nombreux pacifistes, de certains socialistes et catholiques sans parler de l'aide active de l'armée rouge. En écartant cette éventualité et en admettant qu'une France alliée active de l'U.S.A. puisse se maintenir à la longue, on ne voit pas les avantages précis que pourraient en tirer les anglo-saxons. En présence des immenses ressources des deux principaux belligérants le concours de l'armée et de l'industrie française semble assez négligeable. Admettre que le territoire français puisse servir de point de départ d'une attaque contre les forces terrestres de l'U.R.S.S. est un véritable non sens. Dans l'ensemble il paraît qu'une neutralité française bienveillante serait favorablement accueillie du côté anglo-saxon.

La participation française dans l'un ou l'autre des deux blocs sert-elle les intérêts de la stratégie russe ? Certes oui ; elle lui est même *indispensable*. Une crise de légitimité en France métropolitaine provoquerait fatalement une crise de légitimité coloniale ce qui pourrait permettre aux soviétiques de prendre pied en Afrique. La présence des forces russes en France (occupantes ou alliées peu importe) les mettrait aux portes de l'Angleterre chaînon faible du système anglo-saxon. Les américains pourraient donc fort bien s'accommoder d'une éventuelle neutralité française (au moins au début du conflit et personne ne sait ce qui se passera à la fin) ; les Russes *jamais* et ceci pour la simple raison géographique que le territoire métropolitain français pièce maîtresse d'une stratégie antibritannique est pratiquement sans valeur dans une stratégie anti-russe. On voit qu'abstraction faite de la question de la responsabilité générale dans l'éclatement du futur conflit, à l'échelle purement française le parti dit « américain » est un parti de paix et le parti russe est un parti de guerre. MM. Thorez et Duclos ne demanderaient pas mieux que d'envoyer les jeunes français se faire tuer pour le

pays qui a laissé tomber leur pays en 1939-40.

CECI posé comment la participation française au conflit pourrait se réaliser ? Il y a quatre possibilités :

Eventualité A. — Un gouvernement français réactionnaire (antisémite, xenophobe et si possible, ayant du sang ouvrier sur les mains) déclare spontanément la guerre à l'U.R.S.S. Ce serait sans doute le plus magnifique cadeau que la bourgeoisie française pourrait offrir à Staline. Pour cette raison il ne faut pas y compter.

Eventualité B. — Attaque russe contre une France relativement heureuse, gouvernée par des républicains et qui s'accrocherait à sa neutralité. Cette opération possible sur le plan militaire, serait désastreuse sur le plan politique. En France : mouvements de résistance et déclin de l'influence communiste ; à l'étranger : réaction défavorable dans les milieux de gauche devant un acte d'agression caractérisé. Risque important pour un gouvernement qui compte essentiellement sur ses partisans à l'étranger. L'U.R.S.S. ne tentera cette opération que la main forcée.

Eventualité C. — La France ayant un gouvernement communiste issu d'élections régulières déclare la guerre aux U.S.A. Cette possibilité, moins favorable qu'A est très supérieure à B. Mais elle exige un accroissement de l'influence communiste d'où nécessité de contrecarrer toute tentative de stabilisation économique qui stabiliserait la proportion actuelle des partis. Le P.C. sabote par conséquent tout effort gouvernemental ; il ne défend pas seulement les pauvres, mais aussi les riches et en principe tout le monde ; il y a quelques mois il a pris la défense des médecins qui ne sont réellement pas à plaindre. Si le gouvernement instituait demain le système soviétique les communistes voteraient encore contre. En même temps sabotage du plan Marshall. On voit donc que tout s'enchaîne.

Eventualité D. — Attaque soviétique contre la France mais une France réactionnaire avec une classe ouvrière économiquement malheureuse. Certes une telle attaque souleverait encore des protestations mais ces protestations rencontreraient d'autant moins d'écho dans les milieux ouvriers que le gouvernement français serait plus réactionnaire. D'où un aspect capital de la politique stalinienne sur lequel nous avons insisté à maintes reprises dans *Masses : pousser vers la réaction*. Non seulement ils veulent de Gaulle au pouvoir mais ils voudraient un de Gaulle aussi réactionnaire que possible.

La physionomie politique du général n'est pas encore définitivement fixée ; il sera au pouvoir ce qu'en feront ses partisans et ses adversaires. Parmi ces derniers les communistes ne demanderaient pas mieux que d'en faire un Hitler français. Les « fausses maldresses » communistes visent à jeter la bourgeoisie française dans la xénophobie et l'antisémitisme ; telle la présence de Duclos à un meeting sioniste.

CONCLUONS. Sans envisager ici la question générale de la responsabilité probable du futur conflit — ce qui demanderait un article à part — il nous paraît loisible d'admettre qu'en cas de guerre les américains ne demanderaient pas autre chose à la France (et fort probablement aux autres pays occidentaux) que de ne pas mettre son territoire au service de la stratégie russe. C'est une demande à laquelle souscrivait volontiers un gouvernement français éventuel quelle que soit sa composition politique (excepté un gouvernement à prédominance stalinienne bien entendu). Le plan Marshall risque de se révéler fort mauvaise affaire sur le plan économique (ce qui explique l'opposition de certains milieux financiers américains qui unissent leurs voix à celle de Wallace porte parole du Kremlin aux U.S.A.) ; son but est essentiellement politique : stabiliser la vie politique française en stabilisant son économie et prévenir un raz de marée communiste qui mettrait la France dans le camp russe et ferait de son territoire un champ de bataille. Dès lors la question se pose : a-t-on le droit, du point de vue socialiste, de récuser un plan qui permettrait d'épargner, fut-ce pour un temps, les souffrances de la guerre aux ouvriers français ? Et à l'échelle humaine est-il indifférent que reste peut-être indemne de la guerre cette France qui représente malgré tout un îlot de culture au milieu d'une humanité en route vers la barbarie ?

Ce n'est certes qu'un aspect de la question compliquée du plan Marshall. Mais un aspect assez important pour qu'il soit soumis à la réflexion et à la critique des camarades socialistes.

SPARTACUS vous offre deux nouveautés :

Jean JACQUES

Vie et mort des Corporations

144 pages 100 fr. — franco 115 fr.

Maurice DOMMANGET

La Révolution de 1848

et le Drapeau rouge

80 pages 60 fr. — franco 70 fr.

LE NÉO-MUNICHISME N'EST PAS CELUI QU'ON DIT

par Aimé PATRI

LES raisons que nous pouvons avoir de résister à l'emprise stalinienne sur l'Europe sont exactement du même ordre que celles qui l'avaient contre Hitler. Voilà ce qu'il faudrait d'abord reconnaître franchement. Il était certainement fâcheux de se trouver engagés dans la lutte anti-hitlérienne aux côtés des impérialismes Anglo-Saxons qui ne poursuivaient certainement pas à titre d'objectifs premiers, des buts philanthropiques. Hier le combat contre Hitler, comme aujourd'hui le combat contre Staline prend la signification d'un appui donné à l'un des impérialismes rivaux. Cependant nous avons été au moins quelques-uns, à penser en 1940 qu'il était physiquement aussi bien que moralement impossible de se retirer de cette lutte en égard aux conséquences de la victoire de l'un ou de l'autre. Si désagréable qu'un pareil choix pouvait sembler, nous étions condamnés à choisir. Si nous avons choisi alors le côté qui pouvait paraître celui du conservatisme politique et social plutôt que l'étrange « révolution » que l'on venait nous proposer sous le signe de la régression raciste, c'est parce que nous pensions avoir effectivement quelque chose à préserver comme gage de nos plus anciennes espérances socialistes. Ce que nous a enseigné Marx en effet, c'est que le socialisme ne pouvait être construit que sur la base de ce développement des forces productives qui était assuré en dépit de ses crises par le capitalisme sous sa forme classiquement libérale et dans ce climat de démocratie politique que ce même capitalisme libéral avait su indirectement favoriser. Dès lors, prendre parti pour la forme apparemment nouvelle de l'impérialisme — en réalité retour monstrueux aux systèmes les plus archaïques de l'exploitation et de l'oppression — c'est été saper la base même sur laquelle toute construction future conforme à notre idéal pouvait s'élever. Nous avons donc choisi sans allégresse parce que nous ne pouvions pas ne pas choisir et choisir dans un sens déterminé en toute connaissance de cause aussi bien que sans illusions.

Il faut reconnaître aussi que notre choix ne s'est pas accompli sans de nombreuses hésitations. Il serait vain de prétendre à une lucidité rétrospective. Pendant longtemps beaucoup ont espéré échapper à cette nécessité d'opter. Mais nous sommes instruits par une première expérience dont il faudrait tirer toutes les leçons. Le parallélisme entre les deux situations, celle que caractérisait hier l'expansion hitlérienne et aujourd'hui l'expansion stalinienne, est tel que nombre des arguments qui viennent retentir à nos oreilles font l'effet d'avoir déjà été entendus.

Une certaine solution d'échappatoire que l'on vient aujourd'hui préconiser est tout simplement celle des plus naïfs partisans de Munich. Bergery y reconnaîtrait facilement l'esprit de sa postérité. Bien plus, les arguments que l'on avance en faveur d'un « isolationnisme » très digne ne sont pas sans faire songer à la doctrine du Maréchal lui-même lorsqu'il prétendait se tenir à égale distance des deux blocs dans son petit royaume déjà occupé.

Cette position dira-t-on est franchement défaitiste quand à l'avenir du monde : elle consiste à raisonner comme si nous étions déjà en pleine guerre alors qu'il s'agit précisément d'y échapper. Je récuse absolument cette prétendue leçon. C'est précisément parce que je suis certain que le néo-munichisme est le plus court chemin vers une nouvelle guerre, engagée dans des conditions encore plus catastrophiques que l'autre, que je supplie mes amis de se prémunir contre ces bonnes intentions dont notre enfer demain serait pavé. Tout ce que nous pouvons savoir aujourd'hui par les archives allemandes nous enseigne que la politique de concessions à Hitler a été le plus sûr facteur du déchainement de la précédente guerre. Le peuple allemand que l'on charge aujourd'hui d'une responsabilité unilatérale est parfaitement fondé par la voix de ses représentants les plus autorisés, comme Kurt Schumacher, à venir nous rappeler cette vérité qu'aucun homme de bonne foi, à moins d'être aveuglé par le préjugé nationaliste ne peut contester : Hitler a été systématiquement mais non volontairement sans doute, encouragé à la guerre parce qu'une certaine lâcheté des puissances occidentales pouvait lui faire croire à son impunité constante en dépit des recommandations de prudence que ne cessaient de lui adresser ses généraux. Je ne sais si nous échapperons à cette troisième guerre mondiale, et je souhaite autant que quiconque que nous le puissions. Une politique mondiale comme celle que préconise Wallace aux Etats-Unis et qui trouve un écho favorable en Europe,

non seulement chez les staliniens, mais aussi chez des gens qui de bonne foi se pensent anti-staliniens, viendrait-elle à triompher, je suis persuadé que nous irions à la guerre par les chemins les plus droits et dans les plus brefs délais. Staline en effet, comme Hitler, se jugerait autorisé à pousser immédiatement son avantage pour aller de l'avant. Wallace lui-même, a supposé qu'il soit dans ces circonstances Président des Etats-Unis ne manquerait pas, comme il l'a déjà d'ailleurs annoncé en toute naïveté, de juger nécessaire de le stopper en un point déterminé, mais au moment précis où il serait trop tard. Il resterait alors à savoir si l'on consent où non à mourir pour un nouveau Dantzig. Il est triste d'avoir à constater que la seule raison que puisse entendre Staline est celle d'une force résolue, le cas échéant à lui faire face. Je demande cependant si l'on connaît un autre moyen de le persuader que l'on veuille bien en faire part. Cette force destinée à faire pièce à Staline doit-elle être de nature exclusivement militaire ? Je suis bien le dernier à le penser. Ce serait oublier d'abord que le potentiel de guerre d'une nation ou d'un groupe de nations est strictement équivalent à son potentiel de paix. Pour que Staline ne soit pas tenté de continuer son dangereux progrès pour qu'il lui soit donné l'occasion d'effectuer un de ces replis stratégiques ou « tournants » dont nous savons par expérience qu'il n'est jamais embarrassé par la crainte de « l'opinion publique », il faut qu'il sache trouver devant lui autre chose que la faiblesse américaine et la désorganisation de l'Europe. C'est pourquoi, en dépit de tout ce que nous pouvons savoir et penser de l'impérialisme américain, il nous est nécessaire d'appuyer de toutes nos forces aussi bien l'initiative Marshall que les projets d'organisation fédérale de l'Europe de l'Ouest puisque l'autre est déjà malheureusement inaccessible. Ces projets d'organisation de l'Europe tant politiques qu'économiques ne doivent pas être conçus dans un esprit d'utopie stérile. Particulièrement absurde m'apparaît la conception selon laquelle il appartiendrait à une Europe ainsi unifiée de préserver sa neutralité en se tenant à égale distance de l'impérialisme américain que de l'impérialisme soviétique. Comme si l'Europe par ses seules forces était en mesure d'opposer au belligérant éventuel la solution d'aller régler leurs comptes au pôle Nord plutôt que dans nos plaines ! Lorsqu'on vient nous prêcher la nécessité de ne pas se laisser entraîner dans un jeu purement américain, on oublie trop facilement que Paris et Rome constitueraient les premiers objectifs du « père des peuples » plutôt que New-York ou Los-Angeles via l'Alaska et le Groenland encore qu'il ne s'agisse pas d'exclure la possibilité de pareils champs de bataille.

A ce point de vue les considérations de Claude Bourdet sur la possibilité de transformer l'Europe de l'Ouest en une nouvelle « Suisse » me paraissent reculer les bornes de l'irréalisme permis aux hommes de bonne volonté. Les raisons que nous pouvons avoir de souhaiter une Europe forte (et elle ne peut l'être sans l'appui des Etats-Unis) et organisée (ce qui dépend de sa propre initiative) sont d'une autre nature. Il ne s'agit pas tellement de lui permettre d'échapper à la troisième guerre mondiale si par malheur elle venait à se déclencher que d'ôter à Staline le goût d'en courir le risque.

Kurt Schumacher s'adresse aux mineurs de la Ruhr

DEVANT environ 600 délégués des groupes d'entreprises social-démocrates de Westphalie, le Président du parti social-démocrate allemand (S.P.D.), Kurt Schumacher, déclare que la lutte pour la socialisation des moyens de production est, en Allemagne occidentale, la seule politique possible pour l'établissement et la consolidation de la démocratie. Abordant la question d'une internationalisation de la Ruhr, Kurt Schumacher souligna qu'on accepte volontiers du côté allemand d'utiliser les trésors de la Ruhr afin de les employer pour le bien-être international. Le S.P.D. se dresse cependant énergiquement contre l'essai de faire une affaire internationale de la possession de la Ruhr.

En liaison avec la question du bassin de la Ruhr devraient être examinés de la même

façon les questions du territoire de la Sarre et des bassins industriels de la Haute-Silésie et de l'Allemagne centrale. « La Ruhr doit rester allemande et les sociétés anonymes en possession des Soviétiques et créés par eux pour exploiter les industries de la zone orientale doivent devenir allemandes », demande Kurt Schumacher. Au sujet de la politique des communistes et de leur attitude en face des syndicats, l'orateur affirme que les syndicats uniques sont menacés dans toute l'Europe d'une offensive communiste. Même dans les syndicats, un communiste n'est toujours que l'homme de son parti exécuté les mots d'ordre. Le but de leur travail syndical est de subjuguier les syndicats à leur volonté et de les utiliser pour les buts impérialistes de la Russie des Soviétiques. Les communistes dans tous les pays ont ceci de commun, déclare

l'orateur, qu'ils sont violemment anti-allemands. « En comparaison de Duclos et de Thorez, Poincaré lui-même fut un citoyen humain. »

Le Congrès du Peuple des communistes

est une manœuvre, indique Schumacher, au service de la Russie de Staline. Son but n'est autre que de livrer le peuple allemand pieds et poings liés à la Russie.

LE PLAN MOLOTOV

par Valentin TOMA

LA division de l'Europe en deux foyers d'attraction hostiles est désormais une réalité tangible. Deux consciences et deux volontés directrices se sont cristallisées autour de deux plans : le plan Marshall et le plan Molotov.

Le plan Marshall étant étudié autre part, nous nous efforcerons de donner un aperçu du plan Molotov qui préside à la politique économique soviétique dans l'Est européen et nous décrirons l'économie de ses divers états satellites réduits par l'intermédiaire de leurs gouvernants communistes à une soumission pratiquement totale aux intérêts de l'état russe.

DES la libération la politique soviétique a joui de l'avantage de l'initiative par rapport à ses concurrents occidentaux. Utilisant au maximum les incohérences de la politique de leurs concurrents impérialistes, les soviétiques ont, par un travail méthodique réussi en un minimum de temps à réaliser leurs objectifs. La réplique essentielle à cette politique russe fut le plan Marshall, qui traduisait le double souci américain de sauver l'Europe non soviétique en atténuant sa misère et en même temps de trouver un débouché pour ses capitaux.

Le plan Marshall revêt la forme que chacun connaît : coordination, administration commerciale, contrôle centralisé et cohérent. Sa réalisation internationale lui donne un incontestable caractère positif, malgré la pression pacifique exercée sur les gouvernements intéressés. Le plan Molotov doit, par sa nature même, recourir à des procédés essentiellement différents. Ses exécutants sont les partis communistes nationaux qui font du tapage super-patriotique autour de la reconstruction économique de leurs pays tout en orientant cette reconstruction dans le sens d'une subordination totale aux intérêts de la stratégie soviétique. Cette subordination va pratiquement jusqu'à une quasi colonisation de l'économie que traduit d'ailleurs le niveau de vie misérable des ouvriers de ces pays. Une telle mainmise ne peut manquer de susciter des mouvements de résistance. La politique soviétique s'appliquera donc à paralyser toute perspective de ce genre en atomisant son espace vital et en s'opposant à toute organisation interétatique. Il convient ici de rappeler que Staline — tel hier Hitler — favorise l'accord bilatéral

entre ses satellites. Cette économie totalitaire aura maints atouts face au plan américain dont l'interventionisme partiel se heurte au nationalisme borné des puissances occidentales.

Les bases économiques des deux plans ne sont pas moins différentes. Pour un impérialisme du type capitaliste classique des pays arriérés tels ceux de l'Est européen sont des sources de matières premières ; ils servent en outre à l'investissement de capitaux soit sous forme d'emprunts d'Etat soit dans l'industrie. En plus, ce sont des débouchés naturels pour quantités de produits fabriqués. Par contre l'U. R. S. S. participe à la propriété et à l'exploitation du capital national sans y apporter le moindre investissement. Dès le début sa position est solide parce qu'elle hérite des biens allemands : fonds industriels et moyens de transport qui lui reviennent à la suite des accords de Potsdam. Ensuite l'U.R.S.S. utilise l'industrie et la main-d'œuvre de ces pays pour transformer ses propres matières premières en produits demi fabriqués. Or il est notoire que dans un pareil processus la part de profit qui reste au pays transformateur est minime. Enfin, dès la fin du conflit l'U.R.S.S. pratique une politique de rapine sans limite et sans égard qui mit en danger la santé économique des pays « libérés ».

Le sens unique du courant des marchandises (des pays satellites vers l'U.R.S.S.) menaçait de tarir. Ce fait ainsi que l'épuisement de ses « partenaires économiques » rendit nécessaire un plan et une politique d'investissement et d'industrialisation.

Ainsi naquit le Plan Molotov dominé par la préparation au conflit avec les pays occidentaux. La politique empirique et quasi coloniale cède la place à un système planifié en vue de l'intégration de l'économie des pays satellites dans le système économique russe. Le bloc oriental est par là fermé à l'appel anglo-saxon et une formule cohérente et constructive est opposée au plan Marshall.

ASPECTS TECHNIQUES

LE plan Molotov prévoit l'industrialisation de pays très arriérés mais riches en matières premières tels l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie. Le souci qui y domine est celui de la rentabilité sur

place, transposition du principe soviétique des combinats. Le secteur important des transports a été en grande partie monopolisé par des sociétés mixtes à participation soviétique et nationale. Il est agrandi par des entreprises de type totalitaire extracapitaliste où l'état devient agent de production. L'investissement du capital variable caractéristique de l'économie capitaliste est remplacé par l'exploitation au maximum du travail humain et l'abaissement au minimum du niveau de vie. La dépense de travail humain par suite du manque de cadres techniques et d'outillage sacrifiant les hommes eux-mêmes devient quelque chose de pharaonique.

Deux institutions purement soviétiques ont été transplantées dans les différents cadres nationaux par suite de l'application du plan économique : *la répartition étatique de la main-d'œuvre, et la création de brigades patriotes*, apparemment volontaires, pour faire face au manque d'éléments appropriés qui entraîne l'emploi forcé d'éléments hétéroclites dans les secteurs les plus divers, et pour assurer le prélèvement de l'immense surtravail nécessaire aux nouveaux modes d'investissement : *la création des cadres bureaucratiques proliférants*.

LE plan ramené à l'échelle de chaque nation intègre toutes les ressources de production et entraîne des modifications fondamentales dans tous les secteurs de la vie économique.

Le secteur privé de l'économie eut une survie plus ou moins longue suivant le pays satellite. Ce retard dépendait de l'importance que ce secteur représentait en tant que fournisseur de livraisons, de réparations, ou de dédommagements pour l'U.R.S.S. Les plans économiques communistes en consacrent la liquidation en même temps que celle « à froid » de tous les capitaux étrangers en dehors des soviétiques. Ces capitaux sont évincés par tous moyens appropriés allant de la suppression des conditions qui rendaient profitable l'exploitation des entreprises jusqu'à la liquidation des entreprises. Le secteur soviétique, dans les pays satellites, garde tous les caractères d'un facteur capitaliste étranger. Il bénéficie d'un régime politique et économique préférentiel qui va du refus du droit de grève à la main-d'œuvre étatique distribuée et menée, à l'exterritorialité et à la création de monopoles. Les couches moyennes furent volontairement ruinées, par une fiscalité excessive. Les capitaux réalisés de cette façon furent mis à la disposition de l'appareil de production et un effort fut fait en vue de stabiliser la monnaie nationale. Le commerce intérieur fut progressivement étatisé. Mais, dans le but de réduire les exportations vers l'Occident au strict besoin de devises, le commerce extérieur fut immédiatement étatisé. Dans le secteur agricole, le contrôle et le prélèvement furent intensifiés. Par ailleurs, on y élaborait un plan de production, en vue

d'assurer le ravitaillement des centres urbains et industriels. Les impôts furent payés en nature et les prix des produits agricoles du secteur qui fut laissé libre furent exemptés de contrôle.

LES mécanismes monétaires des pays sous contrôle soviétique furent, dès le commencement, isolés du système monétaire international et intégrés comme complémentaires au système russe. Une réforme monétaire radicale et une série de mesures concernant la fiscalité, le crédit, l'échelle des salaires et la vie commerciale bouleversa de fond en comble le système économique, le mettant « au pas ». Par une politique de surimpôts et d'emprunts forcés réduisant la circulation fiduciaire, les couches moyennes furent ruinées. L'Etat s'arrogea le droit d'acheter obligatoirement aux particuliers toutes les valeurs fortes, devises, or, etc. Le niveau de vie du salarié, gravement atteint par les conséquences de la guerre et les successives inflations, a été aggravé par la réforme monétaire.

ELLES sont, brièvement esquissées, les directives et les mesures de politique économique qui caractérisent le plan Molotov. Reste à définir les buts poursuivis par l'U.R.S.S. dans l'application de ce plan que l'on oppose actuellement au plan Marshall.

D'abord, c'est le besoin d'accroître le potentiel de livraisons des différents pays inclus dans la sphère soviétique. Il s'agit d'obtenir le maximum de rendement de l'industrie existante et de développer l'industrialisation là où elle peut rapporter. Derrière l'apparente centralisation et planification économique à l'échelle nationale il s'agit d'une vaste opération destinée à rendre tous ces systèmes économiques complémentaires de l'économie soviétique. Le but final est d'intégrer l'économie de l'Est européen dans la machine de guerre soviétique.

L'Internationale des liquidateurs du socialisme

◆ Eléments stalinisants et agents stalinien des partis socialistes d'Europe oranisent un nouveau bureau international. Varsovie verra prochainement réunis le minuscule parti « d'unité socialiste » de Finlande, représenté par Virtanen, groupant les cryptocommunistes finnois, le parti socialiste polonais dont la fusion forcée avec les communistes est accomplie. Les social-démocrates hongrois et hongrois qui subissent le même sort, le groupement de Fierlinger le Quisling stalinien de Tchécoslovaquie, qui a liquidé la démocratie intérieure du Parti socialiste. La France dignement représentée par les stalinien honteux de la Bataille socialiste et l'Angleterre par le groupe Ziliacus qui avouerait ainsi sa dépendance moscovite. Internationale de liquidateurs du socialisme au profit du fascisme rouge.

Le Plan Marshall

et l'avenir de l'Europe

par Michel COLLINET

Le déséquilibre mondial

LA guerre, en dévastant l'Europe et en développant la production des pays d'Amérique et d'Afrique a produit un déséquilibre dont toutes les puissances européennes, autrefois maîtresses du monde, souffrent à des titres divers. Les Etats-Unis qui, déjà avant la guerre, détenaient 40 % de la production mondiale ont vu leur production atteindre en 1947 plus de 170 % de celle d'avant-guerre. Les autres pays américains (Canada, Mexique, Argentine, Brésil, Chili, etc...) ont une production variant entre 150 % et 165 % de celle d'avant-guerre. Au contraire, les puissances européennes n'ont fait que retrouver en moyenne leur niveau d'antan, sauf l'Allemagne dont la production ne dépasse pas le tiers de celle de 1938.

La comparaison des productions est insuffisante pour caractériser la ruine de l'Europe. Il faut lui ajouter la destruction d'une partie de son capital industriel, l'usure des machines, le retard des techniques et enfin l'absence de moyen de paiement international. Les pertes de capitaux placés à l'étranger, la suppression des exportations invisibles (tourisme, fret, assurances, etc...) ont, depuis la guerre, créé un état général d'endettement des pays européens qui rend impossible le retour immédiat à l'ancien mécanisme du capitalisme libéral où l'exportation des capitaux comblait le déficit de la balance commerciale. Cette exportation n'existe plus et la balance commerciale est d'autant plus déséquilibrée, que les besoins du ravitaillement et de rééquipement, inconnus dans l'Europe d'avant-guerre doivent être impérieusement satisfaits par des surplus massifs d'importations.

C'est ainsi qu'au cours du 1er semestre 1947, tous les pays importants (même le Canada, la Russie et l'Argentine) ont été en déficit vis-à-vis des seuls Etats-Unis. Pour l'année 1946, les seize pays du plan Marshall ont importé pour 13.152 millions de dollars contre 8.241 millions de dollars d'exportations. Le déficit serait bien plus considérable encore, si les populations européennes retrouvaient leur niveau de vie d'avant guerre et si la reconstruction et le rééquipement recevaient enfin un commencement d'exécution. C'est pourquoi la commission des seize a fixé le déficit pour 1948 à 8 milliards de dollars environ.

Même si, comme le pensent les conneres et le gouvernement américains, le déficit peut être réduit à moins de 6 milliards; il n'en

existe pas moins; et cette existence est la justification absolue du plan Marshall. Supprimer les 6 milliards d'importations impayables aurait pour conséquence d'arrêter les filatures de coton, la circulation des voitures et une bonne partie de la métallurgie faute de charbon excédentaire. Dans un pays comme l'Angleterre, la famine ferait son apparition et en France même l'arrêt de la production industrielle entrainerait la rétention du commerce agricole. C'est en effet un caractère très net de notre époque que cette liaison intime entre les productions industrielle et agricole. Dans un discours d'Harvard, Marshall soulignait avec justesse cet aspect de la crise actuelle qui est à la source de la pénurie des vivres.

« Les industries, disait-il, ne produisent pas assez de marchandises à échanger avec ces fermiers producteurs de vivres. Les matières premières et le combustible manquent. L'outillage industriel manque ou est trop usé. Le fermier et le paysan ne peuvent trouver sur le marché les marchandises qu'ils veulent acheter. Si bien que la vente de leurs produits fermiers en échange d'argent qu'ils ne peuvent utiliser leur semble une transaction sans intérêt. Ils ont donc cessé de cultiver beaucoup de champs pour en faire des pâtures, bien qu'ils manquent de vêtements et des autres produits ordinaires de la civilisation. Pendant ce temps les habitants des villes manquent de vivres et de combustible... »

Il n'y a rien à ajouter à la description que fait ici le secrétaire d'Etat des U.S.A.; elle confirme ce que l'on sait : l'impossibilité d'une vie civilisée au arcique est la même pour un pays agricole que pour un pays industriel : la seule différence est que pour le premier, elle signifie un retour à l'économie naturelle, c'est-à-dire barbare; et que pour le second, elle réalise la famine chronique. L'impossibilité pour l'Europe occidentale, c'est-à-dire l'Europe industrielle de se passer de l'aide américaine est encore accrue par sa rupture économique grandissante avec la moitié orientale du continent. En entraînant dans son orbite stratégique-économique les républiques « populaires » d'Orient, qui autrefois fournissaient l'Occident en blé, pommes de terre, tabac, etc., l'U.R.S.S. a contraint davantage encore les démocraties occidentales à mendier un secours américain. Que l'U.R.S.S. et ses agences communistes chez nous s'en indignent; on peut leur répliquer : « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! » En coupant l'Europe

en deux, l'U.R.S.S. a activement contribué à faire du morceau occidental une avancée du bloc atlantico-américain ! Il faut avoir présent à l'esprit cette profonde déchéance de l'ancien monde quand on pense en rêve aux Etats-Unis d'Europe. De tels Etats-Unis de la petite Europe dépendraient des Etats-Unis d'Amérique non seulement pendant les quatre ans du plan Marshall mais encore pendant toute une époque. Dépendance signifie ici liaison mais non nécessairement soumission. La nature de cette dépendance dépendra beaucoup de l'attitude politique des pays européens, de leur capacité à s'unir et à donner des solutions originales à leur structure commune.

Les États-Unis et le plan Marshall

L'Amérique du nord connaît présentement une prospérité remarquable. L'emploi ouvrier y est à son maximum et la pénurie existe encore pour de nombreux articles, et l'inflation monétaire est à l'ordre du jour. Le congrès ayant libéré l'économie de tout contrôle étatique, le mécanisme libéral joue à plein ce qui n'est pas sans inquiéter le gouvernement Truman qui dénonce la hausse spéculative des prix et l'excès des investissements. Dans un rapport récent au congrès, Truman écrivait : « Il s'ensuit une structure des prix de plus en plus sensible qui est très précaire et vulnérable à tout changement dans les prévisions des entrepreneurs et des consommateurs, dans les dépenses et les investissements. »

Qu'une possibilité de crise aux U.S.A. existe dans les années à venir cela est certain ; mais peut-on dire que le plan Marshall en permettant d'exporter les surplus représente une solution à la crise ? Sous sa forme présente, cela est impossible. Les exportations de ce plan représentent environ 4 % de la production globale américaine. Mais dans l'état actuel des choses, l'augmentation de la consommation intérieure aux U.S.A. est telle que le plan Marshall risque cependant de créer une relative pénurie pour certains produits : denrées alimentaires, acier, machines industrielles, charbon et engrais. Les trois commissions d'études du plan Marshall nommées par le président Truman sont unanimes dans leurs rapports : le plan Marshall représente un danger d'inflation en augmentant des pénuries de produits essentiels. Si donc le plan est incapable de résorber suffisamment des surplus invendables en cas de crise, il est cependant suffisant dans le besoin actuel des affaires aux U.S.A. pour y augmenter la hausse des prix. Où est donc l'intérêt du plan pour les U.S.A. ? Cet intérêt est de deux ordres, l'un économique, l'autre politique.

L'intérêt économique est pour les U.S.A. d'utiliser le plan Marshall aux fins de reconstruction du marché mondial. Ce n'est un secret pour personne que les accords de

Dumbarton Oaks et le fonctionnement de la Banque des règlements internationaux n'ont de sens que si un équilibre d'échanges internationaux existe, la Banque n'intervenant que pour corriger des écarts autour de cette position d'équilibre. Or, il n'est personne aux U.S.A. pour s'imaginer que les crédits Marshall doivent seulement servir à boucher le déficit de la production européenne. Il leur suffit de se rappeler qu'en deux ans (du 1^{er} juillet 1945 au 30 juin 1947), les U.S.A. ont avancé à l'Europe, tant en crédits qu'en dons plus de 12 milliards de dollars dont plus de 9 milliards aux seize pays actuellement intéressés, ce qui représente une aide annuelle pas très éloignée de celle que le plan fournira à partir de cette année. L'aide à l'Europe dans les conditions passées et encore présentes de division est un tonneau des Danaïdes. La commission Harriman, dans son rapport au gouvernement souligne avec raison que « l'avenir de l'Europe occidentale repose en grande partie entre ses mains. Aucune quantité d'aide étrangère, quelque généreuse qu'elle soit, ne peut en elle-même rendre la santé à l'économie des seize nations qui se sont réunies à Paris en juillet 1947... Le succès de tout programme d'aide repose en dernier lieu sur le travail acharné et la rectitude de jugement du peuple et des gouvernements des nations européennes elles-mêmes... Une telle aide ne doit pas être envisagée comme un moyen de faire vivre l'Europe, mais comme l'étincelle qui peut allumer le moteur. »

Il est donc clair que les U.S.A. visent, en aidant le démarrage de l'économie européenne à la rattacher au marché mondial en la mettant en mesure de payer par ses marchandises les importations qu'elle devra faire. L'attitude des U.S.A. dans les conférences commerciales internationales de Genève confirme son désir de renoncer aux accords bilatéraux de pays à pays pour revenir à un commerce multilatéral en évitant autant que possible toute discrimination entre pays échangeurs. Aux conférences de Genève (Août 1947) et de la Havane (Décembre 1947), les U.S.A. se sont opposés à tout tarif préférentiel nouveau, et ont appuyé toute initiative de baisse des tarifs douaniers et de suppression des mesures de contingentements et de subventions en usage dans le monde depuis longtemps. Ce retour au vieux libéralisme peut être rapproché de l'attitude libre-échangiste de l'Angleterre au XIX^e siècle quand celle-ci avait alors la maîtrise des marchés. A un siècle de distance, les situations se répètent, à cette différence près qu'il s'agit aujourd'hui en Europe continentale non de construire mais de refaire une économie moderne, capable techniquement de supporter la concurrence.

Comme les exportations européennes sont souvent de peu d'intérêt pour les U.S.A., il semble que le chaînon intermédiaire doit être trouvé dans les pays d'outre-mer pro-

ducteurs de matières premières dont la vente aux U.S.A. paierait les produits manufacturés achetés par elles aux pays européens. Cette politique qui semble être celle du gouvernement Truman n'est pas incompatible avec une pénétration du capital américain en Europe, mais elle ne lui est pas liée non plus. Les capitalistes privés américains sont davantage intéressés par des accords de type bilatéral avec les pays européens. Dans le traité italo-américain par exemple, il était prévu la libre exploitation des richesses des deux pays par les citoyens et firmes de ces pays. Etant donné le rapport des forces, il est évident que les investissements américains se font en Italie et non vice versa ! Il est remarquable que les intérêts égoïstes du capital américain (la somme de ces intérêts n'égale pas l'intérêt général des U.S.A. !) aboutirait à recréer, non le marché mondial mais un système d'accords bilatéraux incapables d'élever le niveau de vie et le pouvoir de consommation de larges masses de la planète.

Le deuxième ordre d'intérêt est politique et plus précisément stratégique, c'est celui qui détermine en dernier ressort l'initiative du *State département*. Celui-ci est guidé par la volonté d'arrêter l'expansion de l'U.R.S.S. soit sous la forme militaire, soit davantage sous la forme de pénétration stalinienne telles qu'elle s'est manifestée jusqu'ici en Europe occidentale. Par une ironie curieuse de l'histoire, les staliniens et les capitalistes américains les plus bornés sont d'accord pour s'élever contre l'unification européenne. Si l'U.R.S.S. a refusé de participer à la conférence de Paris avant de s'attaquer comme on le sait aux accords Marshall, c'est en réclamant une aide américaine par voie d'accord bilatéral. Chaque pays traitant séparément avec les U.S.A. ! La différence entre eux est que l'U.R.S.S. voit plus loin que les capitalistes bornés. Elle sait que si l'Europe ne s'unifie pas, l'aide Marshall est une goutte d'eau qui n'éteindra pas la soif de produits dont l'Europe est atteinte, que dans ces conditions, les convulsions de la soif s'y feront sentir pour permettre en conclusion l'unification européenne non dans la liberté, mais sous la férule du « père des peuples ».

Le *State département* le sait également. C'est pourquoi, dès son discours de Harvard, Marshall a recommandé aux Etats européens d'unifier d'abord leur production, de régulariser leurs échanges avant d'utiliser les crédits américains. Une Europe unifiée, ayant retrouvé son potentiel industriel et un minimum de stabilité sociale est nécessaire à la sauvegarde des intérêts américains. La question de la concurrence ultérieure sur le marché mondial existe certainement mais elle est moins importante et surtout moins pressante que celle de la résistance européenne et mondiale à la pénétration stalinienne. Tel est le sens premier du plan Marshall. La stratégie l'emporte sur l'éco-

nomie et même la conditionne. Nous sommes loin des prémisses libérale et marxiste sur le primat de l'économique.

Le danger de la politique du *State département* réside justement dans la nécessité où il est de créer une Europe forte et unie. Cela peut supposer des contre-parties politiques et militaires. Mais ce désir qui serait assez naturel de la part des gouvernants américains n'a pas besoin de se manifester ouvertement. Les provocations russes agissent plus sûrement que ne le ferait une pression américaine plus ou moins persuasive. Ce sont les pays européens qui réclameront eux-mêmes les premiers une alliance étroite avec les U.S.A. pour se protéger des entreprises soviétiques. L'U.R.S.S. qui ne veut à aucun prix voir se développer une Europe unie, joue son rôle réactionnaire en précipitant les pays d'Occident dans les bras américains. Une fois de plus, après Munich, l'expérience vérifiera que sous la menace totalitaire, il ne peut y avoir de développement démocratique et pacifique des pays en danger.

La lutte pour le bastion européen est donc engagée entre les deux empires. C'est pourquoi, le rêve de ceux qui voudraient construire une Europe unie, contre ou simplement hors du champ clos de cette lutte, est utopique. L'Europe minée ne peut se passer de l'aide américaine. En l'absence, il est inutile de nier qu'elle a fait un choix : elle a choisi le rattachement au marché mondial, la continuation de la division internationale du travail (en laquelle libéraux et socialistes du XIX^e siècle voyaient la condition du progrès) et un minimum de libertés démocratiques. Ce choix étant fait, il dépend beaucoup des Européens de l'utiliser au mieux de leurs intérêts ou de leur idéal.

L'Europe et le plan Marshall

Les démarches des Seize Nations européennes ont été jusqu'ici d'une effrayante timidité. Tout au plus une union douanière a-t-elle été envisagée et à peine discutée localement. Au contraire, des mesures unilatérales, comme le traité-italo-américain ou la liberté des devises américaines en France, ont été prises sans aucune considération sérieuse de leurs répercussions européennes. Seule, la peur de l'U.R.S.S. peut amener les Etats européens à un rapprochement plus sérieux ! Il est possible que le coup de Prague ait des conséquences heureuses, il est à craindre que les initiatives les plus hardies des seize restent sur le plan économique et douanier pendant qu'en marge des accords militaires comme ceux de Bruxelles négocieraient discrètement.

Or, une chose est claire : il est d'abord impossible de coordonner économiquement des pays indépendants sans créer d'abord un lien politique. Nous ne sommes plus au temps du *Zollverein* préjudicant à la genèse du capitalisme allemand. Rappelons d'ail-

leurs que le Zollverein s'appuyait sur la forte bureaucratie prussienne, capable, au besoin par la force, d'en faire assurer le respect. Cette force est à créer en Europe car elle n'y existe nulle part. Le problème doit donc sortir du plan économique des seizes et se transporter sur le plan politique. Sans cadre national, il n'y aurait jamais eu de capitalisme industriel; sans cadre européen, il n'y aura jamais de renaissance de l'industrie continentale. Quant aux accords politico-militaires de Bruxelles, d'unifier l'Europe occidentale, ils cristallisent les gouvernements actuels dans leur égoïsme et j'ajouterais leur peur du présent. Analogues aux alliances militaires du passé, ils ne valent que ce que vaut la volonté de résistance commune des participants. Enfin, ils sont conclus en dehors de l'opinion publique. On ne fera pas l'Europe dans de telles conditions sans un minimum de volonté collective dans les populations et une certaine abdication des souverainetés dans les gouvernements. C'est pourquoi la première condition d'une réorganisation économique sérieuse, permettant une meilleure répartition de la production et de la distribution européennes est dans la création d'un pouvoir fédéral concentrant en lui une partie suffisante des souverainetés nationales pour permettre cette réorganisation.

On peut prédire à coup sûr l'échec de toute tentative de simple coordination européenne sur le plan économique respectant les souverainetés nationales. Toute proportion gardée, elle ressemblerait aux essais de Turgot sous le règne de Louis XVI pour assurer entre les provinces la libre circulation des produits! Une réorganisation de la production suppose une autorité apte à la promouvoir et à la faire respecter; elle suppose donc au préalable ou en même temps la création d'un ordre politique fédéral.

L'Europe doit donc utiliser les crédits Marshall à son démarrage pour une réorganisation économique à laquelle il n'est pas un Américain de bon sens qui ne puisse

M. KORAKOV : Je me mets hors la loi

L'AUTEUR de ce livre est un jeune intellectuel russe, de formation soviétique et d'origine paysanne. Il s'en va à la guerre comme simple soldat, devient bientôt officier et ensuite correspondant de guerre. C'est en cette qualité qu'il suit les armées russes en Podolie, en Pologne, puis en Allemagne. C'est en Podolie qu'il voit pour la première fois une vraie église orthodoxe et il semble enchanté par ses rites, et de là commence sa transformation d'un homme indifférent en matière de religion en un déiste fervent ou plutôt en fétichiste des icônes et des rites de l'Eglise. Qu'un matérialiste, un positiviste devienne déiste et croyant, c'est assez ordinaire dans la vie humaine, mais qu'un intellectuel réfléchi en arrive à croire que c'est la petite image de l'icône miraculeuse de Tchenstokhov qu'il portait sur lui qui lui a sauvé la vie, cela laisse perplexes un observateur du dehors. On est enclin de penser que ce sont précisément les mesures anti-religieuses draconiennes de l'Etat russe qui mènent à cette absurdité.

Le second point intéressant de ce livre est la description de la conduite honteuse de l'armée russe en Allemagne vaincue. Conduite déjà connue dans le monde, mais, décrite par un officier russe, avec des efforts pour comprendre les causes de cette ignominie, elle acquiert une autre valeur morale. Il serait désirable pour la pacification du monde que dans chaque peuple, qui a historiquement quelque chose à se reprocher, il se trouve des hommes faisant par délégation de pareils méa-culpa.

(Ed. Du Monde Nouveau.)

I. M.

STALINE PRÉPARE-T-IL

un nouveau tournant?

par Victor KRONSTADT

Le coup d'état de Tchécoslovaquie et les événements de Berlin ont vite fait oublier le limogeage de Varga, conseiller intime de Staline. Pourtant la discussion qui se poursuit en U.R.S.S. autour du livre de l'ex-directeur de la section d'économie mondiale de l'Académie des Sciences Soviétiques, équivaut ni plus ni moins, à une discussion pour ou contre la guerre avec l'Occident.

En effet, les maîtres du Kremlin ont gardé ceci du marxisme, qu'ils fixent leur ligne politique en vertu de l'analyse économique. La thèse économique officielle donc, que le camarade Varga défendait encore naguère, remonte à la fameuse polémique de Lénine avec le social-démocrate Hilferding, c'est en somme la brochure de combat écrite par Ilitch en pleine guerre avec des données datant d'avant 1914, qui sert encore actuellement de bible aux distingués économistes soviétiques.

On sait que Lénine affirmait que loin d'atténuer les contradictions capitalistes, le capital-financier avec ses tendances aux monopoles aggravait au contraire les heurts entre blocs impérialistes. Pour expliquer la détente qui suivit la crise de 1930, Varga et son équipe employèrent la formule des crises cycliques sur une courbe générale descendante, courbe générale menant inéluctablement le régime capitaliste à la catastrophe.

Ils étaient persuadés que seule l'U.R.S.S. pouvait échapper à cette catastrophe grâce à son économie planifiée qui à leurs yeux était la marque distinctive du socialisme. D'une telle conception découlait évidemment une politique d'hostilité constante de l'U.R.S.S. vis-à-vis du reste du monde, soit par crainte d'une agression de la part des impérialismes moribonds, soit pour préparer l'U.R.S.S. à profiter de cet effondrement du régime capitaliste afin d'instaurer le régime stalinien universel. Et les moujikis pliés sous l'état policier durent sacrifier le beurre, et même le pain, aux canons.

Boukharine osa mettre en doute cette façon de voir. L'expérience allemande et italienne lui donnèrent à croire que le régime capitaliste réussirait à se stabiliser grâce à l'Etat. Il préconisa donc à l'extérieur une politique de rapprochement et un développement de l'industrie de finition avec concessions aux koulaks à l'intérieur. On connaît la fin du débat.

Et voilà qu'à son tour Varga, brûlé ce qu'il a adoré. Visiblement impressionné par l'expérience anglaise, il affirme que la thèse officielle est dépassée par les

événements, que pendant la guerre l'emprise de l'Etat sur l'économie s'est renforcée dans les pays capitalistes, que cet Etat perd son caractère de classe qui en faisait un outil aux mains des bourgeois, que grâce à l'Etat le capitalisme libéral évolue vers l'économie dirigée; Varga laissa même entendre que les crises économiques pourraient être retardées, voire évitées, et avec elles les conflits sociaux; qu'en conséquence le prolétariat occidental plutôt que de combattre l'Etat du dehors, devait essayer de le pénétrer. En somme du pur réformisme. Hilferding aurait applaudi sans réserves.

Pas étonnant que la plupart des journalistes occidentaux se soient aussitôt remémorés les sinistres procès de Moscou et qu'ils aient composé à Varga une figure de Galilée, affirmant la vérité malgré tout. C'est faire trop d'honneur à ce docile fonctionnaire soviétique, et d'autre part, aussi contradictoire que cela paraisse, réduire l'importance de son rôle. Ce vieillard de 70 ans n'a jamais eu le tempérament batailleur d'un oppositional. Par contre si on examine un peu les circonstances de son limogeage, alors on acquiert la certitude qu'il a agi en service commandé, ce qui donne une plus grande portée à sa thèse tout en dépouillant l'auteur d'une auréole imméritée.

En effet, voilà un Monsieur qui sait que Boukharine a reçu une balle dans la nuque pour avoir distribué dans les hautes sphères du Parti des feuilles ronéotypées exposant une thèse non conformiste. Néanmoins, il écrit un livre sur le même sujet, dans lequel il défend une thèse qui est encore moins conformiste, puisqu'elle admet implicitement l'évolution du régime capitaliste vers le socialisme, sans passer par une révolution violente. C'est la philosophie même du bolchevisme qui est en cause, sa dialectique étriquée de révolutionnaires professionnels, puisque cette thèse admet qu'il peut y avoir changement d'une qualité dans une autre qualité, sans rupture violente, sans bond brusque. (1)

Or, ce livre *oppositional* Varga le présente à la censure du parti, puis le fait imprimer dans une imprimerie de l'Etat et diffuser par les services officiels dans la masse des militants!

Puis le parti dont la thèse confirmée par tous les Congrès, se trouve mise en cause, assiste quasi impassible à ce simulacre de procès, au cours duquel Varga devant être jugé par ses pairs, tous fonctionnaires grassement rétribués, rompus à la dialectique de l'arrivisme, réussit à convertir ceux-ci à ses vues, si bien qu'ils se solidarisent avec lui!

Après cela, a-t-on arrêté Varga, calomnié dans sa vie privée, comme cela arriva aux autres oppositionnels, l'a-t-on privé de son gagne pain et de ses cartes d'alimentation comme un vulgaire Victor Serge, l'a-t-on déporté, liquidé physiquement, comme des centaines de mille qui n'avaient pas fait un centième de tout cela ? Non, Varga n'a pas été liquidé, il a été pensionné avec tous les honneurs dus à son rang !!! Alors ?

La conclusion qui s'impose c'est que Varga a agi sur ordre de Staline, ce qui indiquerait que le maître du Kremlin prépare une retraite stratégique. Ce dernier sait qu'actuellement et pour de longues années encore l'U.R.S.S. n'est pas de taille à lutter contre l'Occident coalisé.

MAIS il sait aussi que pour la première fois depuis l'avant-guerre les prix viennent de marquer un recul général sur les marchés américains. Les U.S.A. sortent de la pénurie ! Sauront-ils éviter la surproduction, l'effondrement des prix, la panique boursière, le chômage, les conflits sociaux ?

Si oui, inutile d'insister, il faudra suivre la voie pressentie par Boukharine, tâter du rapprochement, lâcher la bride à l'intérieur. Mais sait-on jamais...

Aussi pour préparer ce tournant fantastique déjà amorcé par une discussion sur la valeur et l'octroi du droit de libre concurrence des coopératives avec les entreprises de l'Etat Soviétique, Staline procède prudemment par personnes interposées qu'il pourra éventuellement sacrifier. Cela a de plus l'avantage de montrer à l'Occident un numéro de haute voltige « démocratique » à l'orientale.

Sans préjugé idéologique quelconque, le brutal opportuniste qu'est Staline, ne se sent nullement lié par des déclarations idéologiques comme celles citées plus haut. Pour lui, les idéologies ne sont que des leviers à manier les masses. Il sait qu'à l'intérieur, sauf quelques illuminés et quelques militaires, personne ne s'opposera à la liquidation de l'idéologie léniniste de catastrophe, qui l'a si bien servi jusqu'à présent. L'énorme majorité de sa bureaucratie ne demande qu'à faire travailler les ouvriers russes dans l'industrie de finition pour enfin pouvoir rivaliser avec le luxe bourgeois entrevu dans les pays occupés.

Si donc aucun choc malencontreux ne fait sauter la nitroglycérine accumulée entre l'Amérique et la Russie, la polémique sanglante commencée il y a 32 ans par Lénine contre Hilferding pourrait bien se terminer ainsi d'une façon qu'aucun d'eux n'avait prévue.

(1) Staline n'a-t-il pas écrit lui-même : « S'il est vrai que le passage des changements qualitatifs lents à des changements qualitatifs rapides et brusques est une loi du développement, il est clair que les révolutions accomplies par les classes opprimées constituent un phénomène absolument naturel, inévitable. »

« Par conséquent, le passage du capitalisme au socialisme et l'affranchissement de la classe ouvrière du joug capitaliste peuvent être réalisés non par des changements lents, non par des réformes, mais uniquement par des changements qualitatifs du régime capitaliste, par la révolution. »

J. Staline : *Le Matérialisme dialectique et le Matérialisme historique*. 1945 (Editions Sociales) Paris.

Voir également à ce sujet : *Réponse à Staline, par Victor Kronstadt* (Editions Siboney) Paris.

RÉPRESSION SANGLANTE EN AFRIQUE

Côte d'Or.

◆ George Padmore, le leader du mouvement anti-impérialiste panafricain a publié, dans l'hebdomadaire *Socialist Leader* de l'I.L.P., un compte rendu sur la répression du mouvement africain de la Côte d'Or.

La manifestation pacifique de 7.000 membres de l'Union des Anciens Combattants Africains du Burma, qui s'est déroulée à Seera le 28 février, a été dispersée après une fusillade commandée par le chef de la police Imray.

Le Comité des Travailleurs de la Côte d'Or est intervenu pour continuer la lutte en évitant les violences. Un appel similaire a été lancé par le roi du peuple Ashanti, un des chefs les plus respectés.

Les organisations africaines demandent une enquête officielle du Secrétariat de l'Office Colonial anglais, le renvoi du gouverneur et la convocation d'une Assemblée Constituante

qui réglerait pour l'avenir les relations des peuples de la Côte d'Or et du peuple Ashanti avec le gouverneur britannique.

Le pouvoir colonial a reçu des renforts pour maintenir l'ordre. Les bâtiments de guerre *Actaom* et *Nereide* ont effectué une démonstration navale dans les eaux de l'Afrique de l'Ouest. D'après une communication du Colonial Office, le nombre des indigènes tués est de 26, celui des blessés de 227. Il y a aussi 15 blessés non-africains. Le gouvernement a décidé d'envoyer une commission d'enquête.

Nigéria britannique.

◆ 1.800 ouvriers ont commencé une grève en vue d'obtenir des salaires moins misérables et une diminution des heures de travail, de dix à huit. Cette grève est lockoutée par le patronat.

LA CALOMNIE CONTRE BLANQUI EN 1848

par Maurice DOMMANGET

AUCUN homme politique n'échappe aux commérages saugrenus, aux informations invraisemblables, aux campagnes perfides, aux accusations gratuites et même aux outrages. C'est le lot courant. Mais il appartient aux adversaires particulièrement redoutés de faire sur leur tête la concentration des plus atroces calomnies, prélude parfois des colères tragiques. Ce phénomène se produit aux époques de passions déchainées.

La Révolution de 1848, au moins jusqu'aux journées de juin, se déroula pacifiquement sous le double signe de la réconciliation et de la fraternité. Mais par un contraste curieux l'histoire de la France n'offre peut-être pas d'époque où l'on ait le plus usé et abusé de la calomnie.

Les premières agressions personnelles se firent jour contre les membres du Gouvernement Provisoire, qui étaient le plus populaire. On mit en doute la probité de Lamartine et de Ledru-Rollin (3). On fit de ce dernier un amateur de chasse à courre à Chantilly (4). On accusa Louis Blanc et Albert d'hériter du faste de Barras et d'étaler au Luxembourg une recherche extraordinaire de luxe, de mets, et de plaisir (5). Albert fut déclaré millionnaire et Louis Blanc propriétaire au faubourg Saint-Germain (6).

Quant aux lutteurs qu'on eût pu croire invulnérables en raison de leur éloignement du pouvoir et de leur long dévouement aux intérêts du peuple, il n'est pas d'infamie qui n'ait été débitée sur eux.

Raspail fut accusé d'avoir demandé 400.000 têtes d'aristocrates (7). On répandait dans les lieux publics qu'il voulait faire assassiner Lamartine, accusation portée également contre Cabet (8). Dans un village où il avait arraché des malades à la mort, le grand sayant constata avec amertume qu'on criait : « A mort Raspail ! » (9).

On reprenait contre Barbès l'accusation usée du meurtre du lieutenant Druliveau et on s'indignait de le voir colonel de la 12^e Légion (10). La foule tenait tellement pour vrai ce qu'inventait la haine que Raspail put écrire :

Je ne sais pas s'il y a maintenant en France un galérien plus coupable et plus déshonoré que les républicains martyrs de la liberté (11).

De son côté Cabet protestait :
On accumule contre nous-mêmes

plus de calomnies, plus d'outrages, plus de menaces et plus de périls que n'en ont accumulés contre nous trente années de Restauration et de Monarchie ! Nous ne craignons pas de le dire, c'est révoltant d'iniquité (12).

Le leader icarien s'en préparait au gouvernement, qui ne faisait rien, pour justifier et défendre les pionniers, victimes de la persécution réactionnaire. Il s'écriait indigné *ce sera une honte pour la République* (13), et réclamait *une enquête officielle pour découvrir la cause puissante, qui a produit tant de menaces et de dangers en répandant tant de calomnies et de faussetés* (14).

Ce nombre de phrase laisse entendre que Cabet croit à une organisation systématique de la calomnie. Raspail, lui, se fait plus affirmatif. Il accuse une horde d'agents de l'ancienne police, qui se répand dans les réunions et les clubs *pour y salir la réputation des républicains les plus probes* et met en cause l'entourage même du gouvernement :

La calomnie s'organise contre les hommes du dévouement le plus éprouvé de manière qu'avec la rapidité du télégraphe et l'aide des employés du Gouvernement, les choses les plus incroyables se disent en même temps sur tous les points de la France, contre tel ou tel homme qui n'a jamais varié.

...Les agents, ex-employés de l'ancien ordre de choses répandus sur toute la surface de la France, répètent la calomnie avec une identité d'expression et un ensemble de mouvement qui démontrent, qu'en cela ils obéissent à une impulsion centrale (15).

Y eut-il vraiment une organisation de la calomnie comme l'avance le soupçonneux Raspail ? On ne peut l'établir. Il y a des choses qui, par leur nature même, échappent aux investigations. Mais le fait est que tout se passa comme si cette organisation existait. Le sens général de l'opération, son cheminement par gradation, son couronnement ou si l'on aime mieux sa consécration publique par la création régulière du Comité de la rue de Poitiers, tout cela porte à la réflexion.

Raspail, qui voyait la Société de Jésus partout, n'a pas manqué comme explication d'insinuer une entreprise jésuitique (16). Le journal de Proudhon se contenta de faire intervenir le personnage classique de Basile (17). Il

montra Dame Calomnie se promenant déjà dans les rues de la capitale, au temps des barricades. Elle était alors faible et craintive. A mesure que les pavés se replaçaient, elle prit de la force et de l'audace. Ses premières « faveurs » furent d'abord pour le peuple qu'elle accusa d'avoir pillé, dévalisé, volé le Palais Royal et les Tuileries. Elle prit ensuite en « affection particulière », la gauche du Gouvernement provisoire et les champions du prolétariat. Le canevas s'arrête là : nous sommes au 30 avril 18. Mais les charrettes allaient bientôt suivre.

Dans cette atmosphère empoisonnée, il est à peine besoin de dire que Blanqui ne pouvait être épargné. Toute la réaction se déchainait contre lui et même — comme nous le verrons —, la réaction ne fut pas toute seule. Le cas de Blanqui présente en effet une particularité, c'est de se rattacher pour une part à la campagne d'agression contre les républicains et pour une autre à la campagne d'agression des républicains contre le rival, l'adversaire considéré comme le plus dangereux.

Dans le cheminement de la calomnie en général, on suit le cheminement de la calomnie particulière atteignant Blanqui. Tour à tour, il fut désigné comme un dément, un terroriste, un anarchiste. On affirme qu'il voulait faire tomber cent ou deux cent mille têtes; on l'accusa de vouloir poignarder Lamartine; on en fit un protagoniste du « massacre à domicile » et les amateurs qu'il venaient à son club pour l'entendre débiter ces violences s'en retournaient désappointés (19).

Écoutez un contemporain sur l'accusation de monarchisme :

Les calomnies répandues par le ministre de l'Intérieur et par la Préfecture de Police allèrent si loin alors, qu'on essaya de faire passer M. Blanqui pour un agent du comte de Chambord. Il faut que les inventeurs de calomnies fantastiques aient une bien grande confiance dans la stupidité du peuple et la méchanceté des hommes (20).

Blanqui, après coup, a très bien saisi l'ombre grandissante qui l'avait enveloppé par degrés pour le perdre. Dans un raccourci saisissant, il fait état de ce qu'il appelle les « péripéties du mois de mars » :

D'abord, les insinuations de folie masquées du voile de l'intérêt, puis les prétendues demandes de 200.000 têtes, les sourdes rumeurs de carlisme murmurées à l'oreille, cette série de machinations échelonnées comme autant de barrières devant chaque pas vers le succès; enfin, après le 17 mars, jour-

née si humiliante pour la réaction, le coup désespéré, le coup de massue asséné sur la tête du tribun, montant déjà les marches de l'Hôtel de Ville (21).

Le document Taschereau

Le « coup de massue » fut la publication du document Taschereau et Blanqui souligne l'importance du 17 mars comme date préliminaire de cette opération. Blanqui est bon juge en la matière. Il convient effectivement de considérer le sens profond du 17 mars et d'étudier de près la période qui s'écoule du 17 au 31 mars, date de la publication Taschereau, si l'on veut projeter sur cette publication les leurs indispensables.

Le 17 mars peut être interprété différemment dans ses détails, mais il marque incontestablement dans son ensemble la force du prolétariat et le péril que représente Blanqui pour l'ordre bourgeois. Tous les historiens s'accordent là-dessus. Aussi bien montrent-ils, unanimement la grande appréhension de la bourgeoisie et les craintes du Gouvernement provisoire jusque et y compris Louis Blanc et Ledru-Rollin.

Des trois hommes symbolisant l'opposition populaire et restés sans attache avec l'Hôtel de Ville depuis février, Blanqui, Raspail et Cabet, un seul s'impose le 17 mars et se montre décidé au renversement du Gouvernement provisoire : c'est Blanqui. Raspail ne joue aucun rôle dans la démonstration. Cabet s'était abouché la veille et le matin même avec Lamartine et l'avait rassuré sur l'issue de la journée. Après les discours de Lamartine, c'est encore Cabet — avec Sobrier — qui détermina le mouvement de retraite des délégués populaires.

L'attitude de Blanqui est bien différente. Des trois leaders, c'est lui qui joue le plus grand rôle dans la préparation de la journée. C'est lui qui a provoqué la volte-face de Louis Blanc — devenu soudain conscient du danger — et a, si l'on peut dire, mis sa signature au bas de la démonstration. Ce sont ses hommes enfin qui se livrèrent à des voies de fait sur Marrast et Garnier-Pagès et par une attitude énergique contraignirent des chefs de clubs comme Barbès à démasquer leur position conciliatrice (22).

Blanqui reste donc seul, après le 17 mars, comme opposant irréductible et représentant décidé de l'intransigeance prolétarienne. De ce fait, il n'est pas seulement la bête noire des

tenants du Capital, il est l'obstacle aux combinaisons et aux ambitions impatientes de Louis Blanc et de Ledru-Rollin.

A la suite du triomphe populaire, la prépondérance de Ledru-Rollin et l'influence de Louis Blanc n'avaient fait que grandir. Ces deux hommes pouvaient escompter gravir le dernier échelon du pouvoir, pour peu qu'une nouvelle pression ouvrière se fit jour. Leur entourage, plus particulièrement celui de Ledru-Rollin, travaillait en ce sens. Mme d'Agoult, favorable au ministre de l'Intérieur et Elias Regnault, confident du même ministre, n'ont point caché ces menées (23) qu'Hippolyte Castille (24), Victor Pierre (25), Seignobos (26) et autres enregistrèrent comme un fait historique.

Il s'agissait de provoquer sous un prétexte quelconque une sorte de répétition du 17 mars. Mais cette fois, grâce à l'appui de la Préfecture de Police, des Montagnards et des Clubs, on se faisait fort de chasser du pouvoir les membres les plus modérés du gouvernement et de s'assurer la dictature.

Une seule inquiétude, mais grave, troublait les conspirateurs, écrit Mme d'Agoult. On avait vu le 17 mars, Blanqui paraître inopinément en scène; on l'avait vu sur le point de remporter en un quart d'heure tout le fruit d'une journée préparée de longue main et combiné en dehors de là par ses adversaires. Quelle garantie avait-on qu'un homme aussi expert en matière de complot n'avait pas vent déjà de celui qui se tramait et qu'il ne saurait pas le faire tourner à son avantage (27).

Cette inquiétude croissait à mesure que dans les clubs, se développait l'influence de Blanqui, laquelle apparaissait nettement dans les listes d'un futur Comité de Salut Public où son nom se trouvait associé à ceux de Ledru-Rollin et de Louis Blanc (28). C'est que, pour réussir, le coup de force sous-entendait une entente avec les chefs de clubs. Du côté de Barbès et ses amis, pas de difficulté. Du côté de Blanqui c'était tout autre chose. Envisagée sous cet angle particulier, l'opération se heurtait donc à la même pierre d'achoppement.

Dans l'hypothèse d'une marche régulière des événements, Blanqui inspirait encore de l'inquiétude. Les élections étaient fixées au 23 avril, dans un mois environ. Au train où allaient les choses, c'était plus qu'il n'en fallait à Blanqui pour réussir, grâce aux clubs à être investi d'un mandat de

député, perspective considérée comme redoutable (29). Ledru-Rollin a avoué du reste en déposant au procès de Bourges que Blanqui donnait aux gouvernants des inquiétudes continuelles (30) et il l'a représenté devant la Commission d'Enquête sur le 15 mai comme un « homme excessivement dangereux » dont il a toujours dit « qu'il avait du fiel et de la bile dans le cœur au lieu de sang » (31). Elias Regnault, chef de cabinet de Ledru-Rollin, a reconnu, pour sa part, qu'on prêtait mille projets terribles à Blanqui, entre autres que le 17 mars « il « était venu à l'Hôtel de Ville » avec le projet de poignarder les membres du Gouvernement » (32). Caussidière comme Ledru-Rollin, a déposé sous la foi du serment que Blanqui était « un homme dangereux » qui lui inspirait de « grandes défiances » (33), il l'accusait d'ourdir des complots pour s'emparer de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de Police (34). Lamartine, de son côté, peint Blanqui comme un « conspirateur, monomane, artiste en conspiration » (35). Mais dans un passage qui vaut d'être cité, il a su montrer en outre :

« Blanqui était alors tout à la fois en suspicion au gouvernement et en suspicion aux partis extrêmes. Les clubs qu'il dominait par la violence et par son talent lui portaient envie. Les partisans de la dictature qui voyaient en lui un rival ou un vengeur le redoutaient. Ils ne cessaient de l'indiquer à l'opinion publique comme le seul factieux dangereux afin de mieux cacher eux-mêmes leur faction derrière la sienne » (36).

Ce dernier membre de phrase n'est pas placé là par hasard. Il enchaîne une longue tirade qui, tout en rappelant quelques-unes des calomnies répandues contre Blanqui, dévoile à mots couverts les intrigues qui l'enveloppaient, en premier lieu celles des Rollinistes.

« Cette renommée sinistre de Blanqui était un fanôme sans cesse debout entre leur ambition et eux. On ne cessait de répandre sur les trames de Blanqui et de son parti les rumeurs les plus menaçantes. Ceux mêmes qui les répandaient y croyaient peu. C'était un Catilina de fantaisie. Tantôt il devait assiéger le gouvernement au Luxembourg et l'enlever dans la nuit pour le conduire à Vincennes, tantôt il devait incendier Paris et profiter du tumulte pour proclamer sa tyrannie au nom du peuple, tantôt il devait surprendre avec quelques complices l'Hôtel des affaires étrangères et assassiner

Lamartine. Le peuple crédule chuchotait ces rumeurs. Lamartine n'y croyait pas. Il s'affligeait sans doute des scandales de parole de cette petite faction; mais il ne s'inquiétait nullement des accusations de trahison et des menaces de mort qui retentissaient la nuit dans ce club. Il savait que le danger pour le gouvernement et pour la France était dans des factions moins discréditées. Il n'était pas même mécontent de ce que la faction, impuissante au fond, de ce conspirateur à haute voix contre-balançât et intimidât d'autres factions, dans d'autres clubs et dans d'autres partis. Il s'était opposé plusieurs fois, sans que ses collègues pussent comprendre ses motifs à ce que Caussidière fit arrêter Blanqui. Cependant le nom de ce nouveau tribun grondait sur tout Paris. L'imagination publique était frappée jusqu'à la terreur cette renommée... » (37).

Ainsi, Lamartine, qui prétend n'avoir point cru aux « desseins formidables » qu'on prêtait à Blanqui et qui dit avoir craint d'autres desseins n'en met pas moins fortement en relief le « Croquemitaine de Terreur » (39) qu'on faisait de Blanqui. Mais nous avons à faire à un grand poète qui use de son don prestigieux pour donner des ailes à tout ce qu'il touche. On peut croire à une exagération. Point du tout. Il suffit de voir comment Garnier-Pagès présente encore Blanqui douze années après les événements, à une époque où, de son propre aveu, le temps avait « refroidi ses impressions » et « maîtrisé ses émotions » (40). La façon concrète dont Garnier-Pagès peint Blanqui ne fait que confirmer le caractère effrayant attaché alors à la personne de ce dernier, caractère sans lequel on ne peut vraiment s'expliquer le lancement du document Taschereau.

Maurice DOMMANGET.

Extrait d'Un drame politique en 1848 : *Blanqui, Ledru-Rollin, Prou-*

dhon et le document Taschereau. Edition des Deux Sirènes, boulevard Montparnasse.

- (3) (5) *Almanach républicain démocratique pour 1850*, Laisné, éd., p. 52-54.
De l'usage de la calomnie en politique, tome II, page 303.
- (4) (6) *Histoire Socialiste*, t. IX, *La Révolution de 1848* et DANIEL STERN.
- (7) *Le Représentant du Peuple*, 30 avril 1848.
- (8) *Le Populaire* n° 55, 2 avril 1848.
- (9) *L'Ami du Peuple*, n° 17, 30 avril 1848.
- (10) *Le Représentant du Peuple*, n° 24, 25 avril 1848.
- (11) *L'Ami du Peuple*, 30 avril 1848.
- (12) (13) *Le Populaire*, n° 56, 6 avril 1848.
- (14) *Le Populaire*, n° 60, 20 avril 1848.
- (15) *L'Ami du Peuple*, n° 11, 9 avril 1848.
- (16) *L'Ami du Peuple*, n° 17, 30 avril 1848.
- (17) *Le Représentant du Peuple*, 16 mai 1848.
- (18) *Le Représentant du Peuple*, 30 avril 1848.
- (19) *Blanqui*, par L. COMBES, p. 10, E. DE MIRECOURT, *Blanqui*, p. 62, *Histoire de la Révolution de 1848*, par LAMARTINE, t. II, p. 247. Publication Taschereau.
- (20) L. A. BLANQUI, par H. CASTILLE, p. 44.
- (21) *Bibl. Nat. Mss Blanqui* 9581 f°s 168-169, nov. 48.
- (22) *Blanqui en 1848*, par MAURICE DOMMANGET, Bernard Grasset, éditeur.
- (23) DANIEL STERN, t. II, p. 278-279.
- (24) *Histoire de la Seconde République*, t. II et *Portraits politiques* : Ledru-Rollin, p. 35.
- (25) *Histoire de la République de 1848*, t. I, p. 111.
- (26) *Histoire Lavisse*.
La Révolution de 1848, t. VI, p. 63.
- (27) DANIEL STERN, t. II, p. 279.
- (28) *Id.* p. 279 et *Portraits politiques*, de CASTILLE, o. cité, p. 41.
- (29) *Profilis révolutionnaires*, par V. BOUTON, p. 136. L. A. BLANQUI, par CASTILLE, p. 42.
- (30) *Rapport parlementaire*, n° 286, p. 311.
- (31) (32) ELIAS REGNAULT, *Histoire du gouvernement provisoire*, p. 248.
- (33) *Rapport parlementaire*, n° 286, p. 255.
- (34) *Histoire de la Révolution de 1848*, par GARNIER PAGÈS, t. II, p. 113.
- (35) *Rapport parlementaire*, p. 305.
- (36) *Histoire*, t. I, p. 245-246.
- (37) LAMARTINE, t. I, p. 246-247.
- (38) (39) *Le Gouvernement Provisoire et l'Hôtel de Ville dévoilés*, par CH. DE LAVARENNE, p. 93.
- (40) Avant-propos de son *Histoire*.

Deux lettres de Marx à Freiligrath

Traduites et préfacées par Robert MEIGNIEZ

L'ENORME correspondance de Marx nous apporte souvent plus de précisions sur des aspects essentiels de sa pensée intime que n'importe laquelle de ses œuvres de longue haleine. Précisément, ces deux lettres de Marx à son ami Freiligrath, datées de février 1860, viennent fort à propos dénoncer l'imposture de ceux qui, affublés d'une conception autoritaire et exclusive du « Parti », prétendent à ce titre posséder l'unique Vérité marxiste, celle qui justifie tous les mensonges, toutes les trahisons, tous les assassinats — précisément parce qu'elle est unique.

Au poète Freiligrath qui lui écrit : « Le Parti est une cage, et l'on chante mieux, même pour le Parti, à l'extérieur qu'à l'intérieur. », que répond Marx? Aura-t-il aux lèvres l'anathème des modernes « Communistes » : « Tempérament indiscipliné, anarchiste, libéral, petit-bourgeois, etc... » — de ces décrets qui font qu'un Aragon lèche le lendemain ses crachats de la veille, que tel compositeur s'accuse d'avoir écrit de la musique réactionnaire, et promet de se mettre au nouveau pas. Non. Marx répond au contraire : « Le Parti se vante de se mettre au nouveau pas. Mieux encore, il ajoute que lui-même n'a appartenu à aucune organisation depuis huit ans, n'a été en liaison avec aucune, et qu'il a la ferme conviction que les travaux qu'il a pu ainsi poursuivre ont davantage servi la classe ouvrière.

A de tels hommes qui travaillent ainsi dans l'ignorance des Ukases d'un puissant Comité Central, à de tels hommes qui luttent librement, selon leur conscience, qui n'ont d'autre fondement à leur action commune que la communauté de leur idéal, Marx n'hésite pas à décerner le titre de Parti, « dans sa large acceptation historique », de ce Parti « qui naît spontanément du sol de la société moderne ». Et l'on songe alors aux critiques pleines de suffisance des Bolcheviks et de leurs continuateurs trotskystes en face du « spontanéisme » de Rosa Luxembourg.

« Du « Parti », tel que tu m'en parles dans ta lettre, je ne sais plus rien depuis 1852 ». — Mais s'il ne sait plus rien de ce Parti au sens « éphémère », il y a une chose qu'il n'a pas oubliée et qu'il n'oubliera pas : le sens de la propreté morale, de la pureté intellectuelle, au nom desquels il fustige « l'honnête infamie » de la bourgeoisie.

Ces deux attitudes se complètent. Pour celui qui se soumet corps et âme à un Parti totalitaire — et qui met le doigt dans l'engrenage ne manque pas d'y passer entièrement —, pour celui qui vit dans « la crainte et le tremblement » d'une instance supérieure, qui lui épargne de penser par lui-même, les moyens deviennent les buts réels et le Parti l'unique raison d'être du Parti. Dès lors, est bon ce qui affermit la puissance du Parti, quelle que soit sa nature, sa racine, la signification finale de son utilisation. Et la Morale, le respect de l'homme envers lui-même, la Vérité, — tout ceci se mercantilise, se falsifie en idées-forces totalitaires, dans le cadre d'un néo-machiavélisme qui a substitué au Prince le Comité Central, jusqu'au jour où le liquide un nouveau « Prince », encore plus sanguinaire, plus « efficient » — et certes pas « Protecteur des Lettres et des Arts ».

Humain — tel se présente ici Marx, tel il est toujours apparu. Humain de toute la compréhension et de toute l'indignation de ceux pour qui « rien d'humain n'est étranger ». Comme garant de notre certitude de suivre le sentier révolutionnaire, en dehors des voies du totalitarisme, Marx nous rassure de son humanité.

I.

Je t'écris cette lettre car toi, poète et homme accablé d'affaires, tu sembles te tromper quant à la portée des procès que j'ai intentés à Berlin et à Londres (1). Ils sont décisifs pour la défense historique du parti, et pour son existence ultérieure en Allemagne; principalement le procès de Berlin, survenant en même temps que l'instruction du procès Eickhoff-Stieber, qui tourne principalement autour de celui des communistes de Cologne... (2).

D'une part, il serait préférable dans tous les cas, tant pour nous deux que pour la cause, d'agir en entente (3). D'autre part, je te le dis sans ambages,

je ne peux pas me résoudre à perdre, à cause d'insignifiants malentendus, l'un des quelques hommes qui furent mes amis au sens éminent du terme. Si j'ai fauté quelque part envers toi, je suis à tout instant prêt à le reconnaître. *Nihil humani a me alienum puto* (4)... Tu comprendras qu'il n'est pas possible que tu demeures entièrement en dehors du jeu. D'une part parce que Vogt se sert de ton nom comme d'un capital politique, et se donne l'apparence de recevoir ton ap-

(1) Dans l'affaire Vogt.

(2) Sauf avis contraire, les points de suspension correspondent à des passages omis à cause de leur caractère trop particulier.

(3) En français dans le texte.

(4) « Rien d'humain ne m'est étranger ».

SPARTACUS publie un recueil des textes clandestins du parti communiste et une analyse des rapports de la politique de ce parti avec celle de la Russie Soviétique

La Trahison Permanente

par Maurice CEYRAT

168 p. 100 fr., franco 115 fr.

J. LEFEUVRE 15, rue de la Huchette
PARIS (5^e) C. CH. P. PARIS 633-75

probation lorsqu'il couvre entièrement de saleté ce parti qui se vante de te compter parmi les siens...

Si nous avons tous les deux la conscience que, chacun de notre façon, rejetant au dernier rang tous les intérêts privés, nous avons, pour les motifs les plus purs, fait flotter pendant des années la bannière de « la classe la plus laborieuse et la plus misérable » (3) loin au-dessus des têtes de Phillistins, je tiendrai pour un mesquin péché envers l'Histoire que nous devions nous brouiller à cause de futilités qui se ramènent à des malentendus...

II.

Je remarque d'abord (3) qu'après que sur ma demande, la « Ligue » eut été dissoute en novembre 1852, je n'ai appartenu — ni appartiens — à aucune organisation secrète ou publique, donc que le parti, dans le sens tout à fait éphémère du terme, a cessé d'exister pour moi depuis huit ans. Les conférences sur l'Economie Politique, que j'ai tenues depuis la parution de mes écrits (automne 1859) devant une élite de quelques ouvriers, dont d'anciens membres de la Ligue, n'avaient rien de commun avec le travail d'une société fermée...

Tu te souviendras de la lettre que j'ai reçue des dirigeants de l'Association communiste... (5) de New-York, qui est passée par tes mains, et qui me sollicitait de réorganiser, pour ainsi dire, la vieille Ligue. Toute une année s'écoula avant que je réponde, et alors j'écrivis que je n'étais plus en liaison avec aucune association depuis 1852, et que j'avais la ferme conviction que mes travaux théoriques servaient davantage la classe laborieuse que mon entrée dans des associations qui ont fait leur temps sur le continent. Dans le *Neuen Zeit* de Londres... j'ai été attaqué à plusieurs reprises, sinon ouvertement, du moins de façon compréhensible, à cause de cette « inactivité »...

Du « parti », tel que tu m'en parles dans ta lettre, je ne sais plus rien depuis 1852. Si tu es poète, je suis critique, et j'avais vraiment assez à faire sur l'expérience de 1849 à 1852. La « Ligue », comme la « Société des Saisons » (3) de Paris, comme cent autres sociétés, n'a été qu'un épisode dans l'histoire du parti, qui naît spontanément du sol de la société moderne.

Je veux prouver deux choses : d'abord, qu'il n'a existé depuis 1852 aucune société dont je sois membre. Ensuite, que Herr Vogt est un sieffé diffamateur...

Il s'ensuit que les « réunions, résolutions et agissements » du Parti (6) depuis 1852, appartiennent au do-

maine des rêves... L'unique action que j'ai poursuivie après 1852, aussi longtemps qu'il fut nécessaire, c'est-à-dire jusque fin 1853, avec quelques camarades de conviction d'Outre-Atlantique, a été le système de *mockery and contempt* (7)... contre les mensonges de l'émigration et des faiseurs de révolutions démocrates. Ton poème contre Kinkel, tout comme ton échange de lettres avec moi pendant ce temps protège que nous étions pleinement d'accord...

Que la saleté soit projetée en tourbillons, qu'aucune époque révolutionnaire ne sente l'essence de rose, qu'ici et là même pas mal d'ordures éclaboussent, cela est sûr. *Aut-Aut* (8). Du reste, si l'on pense aux efforts inouïs du monde bien officiel contre nous, qui n'a pas, pour nous ruiner, seulement effleuré le délit pénal, mais s'y est vautré, si l'on pense aux langues de vipère de la « démocratie de la bêtise », qui ne peuvent jamais pardonner à notre parti d'avoir plus d'intelligence et de caractère qu'elles-mêmes, si l'on connaît l'histoire actuelle de tous les autres partis, et si l'on se demande finalement ce qui, somme toute, peut bien être en fait... reproché à l'ensemble du parti, on en arrive à cette conclusion que, dans ce XIX^e siècle, il tranche par sa propriété. Peut-on, au milieu des relations et du commerce bourgeois, s'élever au-dessus de l'ordure ? Ce n'est que dans cette ambiance qu'elle est naturellement à sa place... L'honnête infamie ou l'infâme honnêteté de la Morale solvable... ne vaut pas pour moi un liard de plus que l'irrespectable infamie, dont ni les premières commandités chrétiennes, ni le Club des Jacobins, ni même notre vieille Ligue, n'ont pu s'affranchir entièrement. Mais on s'habitue, dans le cours des trafics bourgeois, à perdre le sentiment de la respectable infamie ou de l'infâme respectabilité...

Ces choses sont sans doute répugnantes, mais pas davantage que toute l'histoire européenne depuis 1851, avec ses manifestations diplomatiques, militaires, littéraires et financières. « Envers et contre tout ». La devise : le Phillistin sur moi ! sera toujours pour nous préférable à : plus bas que le Phillistin...

J'ai essayé d'écarter ce malentendu, qui me ferait comprendre par « parti » une Ligue morte depuis huit ans, ou une rédaction de journal dissoute depuis douze. J'entends le terme « parti » dans sa large acception historique.

KARL MARX

(5) Illisible.

(6) Dont parle Fresslgrath à Marx.

(7) « Railler et mépriser ».

(8) L'un ou l'autre.

Un ouvrier parle du système Bedaux

par René LE BRAS

AU nom de Bedaux, les ouvriers, qu'ils soient de Belleville, Milan, Hambourg, Birmingham ou Détroit, serrent les dents et ferment les poings. De toutes les bouches des travailleurs, il ne sort qu'une condamnation sans appel, car, pour augmenter les profits des entreprises, le système Bedaux transforme en robots ceux qui tombent sous sa coupe.

Bedaux est mort, après avoir été l'ami du duc de Windsor, l'intermédiaire entre l'occupant nazi et les hommes de Vichy. Arrêté en 1942 à Alger, cet ingénieur s'est suicidé à la prison de Miami.

Bedaux est mort. Mais son système survit, ses méthodes demeurent.

Il existe une société internationale Charles Bedaux dont le siège est situé à New-York et dont les filiales se trouvent dans dix-huit pays, les principales à Londres, Berlin et Paris.

La Société Bedaux ne communique jamais rien sur sa méthode pour l'organisation du travail : le plus grand secret est gardé, les ingénieurs des sociétés Bedaux qui sont chargés de réorganiser une entreprise ne connaissent pas les temps réels des chronométrages qui sont communiqués par le centre Bedaux.

Quand un chef d'entreprise fait appel au concours d'une société Bedaux, un contrat est passé et, dans les principales clauses, on trouve :

a) L'industriel doit garder le plus grand secret et ne rien publier sur l'accord passé entre lui et la société ;

b) Aucune réclamation ne peut être faite sur l'établissement des temps bedaux établis par la société ;

c) Les prix des travaux établis par la société ne peuvent être modifiés sans son consentement ;

d) Avant de commencer les travaux, un ingénieur de la société fera une conférence au personnel de l'usine pour lui expliquer les avantages que la méthode lui apportera.

Une philosophie et une méthode

D'après M. Jean Caudron, ingénieur en chef de l'Internationale Bedaux, si Charles Bedaux était né un siècle plus tôt, jamais le marxisme n'aurait vu le jour, ni la lutte de classe, bien entendu. Pour lui, la philosophie Bedaux est née au milieu des travailleurs pour leur défense, leur protection et leur développement. Les ouvriers ont vraiment mauvais caractère de se mettre en grève pour ne pas se laisser exploiter d'une façon aussi scientifique !

Le but de la méthode Bedaux est de fournir une mesure pour connaître les activités humaines, cette mesure est composée de plusieurs éléments :

A) L'UNITÉ BEDAUX « B » représente la dépense d'énergie qu'un travailleur normalement constitué peut développer en une minute dans des conditions normales de travail, le rythme étant égal aux trois quarts des dépenses physiologiques que cet ouvrier peut fournir en une journée de travail, en tenant compte que cet ouvrier doit, à la fin de sa journée, pouvoir remplir avec satisfaction ses obligations familiales et sociales et que le lendemain, il puisse se trouver avec un potentiel énergétique nullement diminué et que le travail auquel il est astreint ne diminue pas sa santé.

B) VITESSE. La prise des gestes de l'ouvrier au chronomètre ne suffit pas, on doit connaître aussi la vitesse d'exécution, si la cadence du travail est régulière ou si elle est désordonnée, et surtout à savoir si l'ouvrier freine volontairement son allure.

C) LE REPOS. A tout effort de travail correspond un repos qui est déterminé par rapport à cet effort.

Les pauses ne seront pas les mêmes pour un manutentionnaire, un tourneur, un forgeron ou un dactylo. Par exemple : chez Michelin, les ouvrières vérifiant les valves des chambres à air ont, dans une journée de travail, six pauses de cinq minutes, pour des travaux de manutention quatre repos de dix minutes ; les méthodes Bedaux ont la prétention de mesurer la fatigue intellectuelle d'une calculatrice et on lui donne un coefficient de 20 % de repos.

D) FACTEURS ÉTRANGERS. On doit tenir compte des facteurs qui influent sur le travail tels le bruit, la température, l'hygrométrie, la position du corps du travailleur, l'éclairage, etc.

QUALIFICATIONS. En dehors du travail manuel qui est mesuré au chronomètre dans le système Bedaux, il existe des points de qualification chargés de calculer les facultés mentales, les études nécessaires pour acquérir une culture. Ces qualifications sont désignées par « m » ; l'unité Bedaux « B » et l'unité « m » donnent l'unité « Bm » qui mesure la valeur économique et sociale d'un individu.

Le système Bedaux a donc la prétention de mesurer les valeurs physiologiques et psychologiques d'un individu, qu'il soit manœuvre ou ingénieur.

RÉMUNÉRATION. En ce qui concerne le salaire de l'ouvrier, le système Bedaux considère sa formule comme idéale pour avoir une rémunération équitable de l'effort du travailleur, et la formule freine l'effort productif pour éviter le surmenage.

Le salaire de base correspond à une production moyenne de 60 bedaux, si l'ouvrier dépasse ces 60 bedaux, il touche une prime de 75 %.

On ne donne pas à l'ouvrier tout le bénéfice de son effort sous prétexte de le défendre contre la fatigue, mais les 25 % de production que l'on vole à l'ouvrier reviennent à la direction de l'usine.

En toute logique, si vraiment le gain est limité à 75 %, ce qui incite l'ouvrier à arrêter sa production pour éviter de travailler pour rien, les 25 % devraient revenir sous une forme collective à l'ensemble des travailleurs de l'usine et non augmenter le surprofit de la direction. Des Bedaux concédés sont attribués pour les arrêts non prévus dans les plans de fabrication, tels les arrêts de machines, manque de matières premières, casse d'outils, etc.

Le voile qui cache les méthodes Bedaux n'a qu'un but : masquer des procédés pseudo-scientifiques qui s'écrouleraient devant une critique libre.

Résultat de la méthode

En 1938, une grève éclate à l'usine Goodrich de Colombes, contre les méthodes de chronométrages des ingénieurs Bedaux. Pour mettre fin au conflit, un arbitrage est décidé, le surarbitre est le Président du Conseil lui-même, M. Chautemps ; le Syndicat des produits chimiques fait appel à un ouvrier mécanicien diplômé du Conservatoire des Arts et Métiers, à chaque entrevue, les ingénieurs Bedaux, malgré leurs promesses, sont absents pour défendre leurs méthodes d'organisation dites scientifiques. L'arbitrage est rendu, M. Chautemps donne raison à la section syndicale, mais l'arbitrage est en faveur de l'entreprise Goodrich pour le maintien de « l'autorité ».

L'action révolutionnaire de 1936 avait fait disparaître une bonne partie des méthodes de chronométrage nuisibles à la qualité du travail et à la santé des travailleurs, mais, avec la guerre et l'occupation, la production a été poussée à l'extrême par ces méthodes.

Les doléances contre le système Bedaux viennent le plus souvent des ouvriers mineurs qui subissent encore, à l'heure actuelle, ces méthodes. Le but de ces procédés prétendus scientifiques est d'aider, de guider les ouvriers dans leurs travaux ; en fait, on augmente le nombre des improductifs par rapport aux ouvriers actifs. Dans les mines, toutes les tâches ont été chronométrées, chacun travaille dur pour gagner du temps au détriment de l'exploitation et de la sécurité ; l'ingénieur Bedaux chargé des salaires est toujours là pour rogner sur les prix des travaux et les salaires sont loin des 60 % au-dessus du minimum de base. L'esprit d'équipe, la solidarité disparaissent pour faire place à la compétition et à l'égoïsme.

En outre, la santé des mineurs est sérieusement compromise par la sous-alimentation du temps de l'occupation et les longues journées de travail. La silicose est cette maladie professionnelle à laquelle n'échappent pas les mineurs, elle entraîne une incapacité de travail pouvant devenir totale et l'on peut compter environ 30 % des mineurs atteints de silicose.

Ce n'est pas par dénigrement contre une méthode d'organisation du travail que cette étude a été faite, le système Bedaux est tellement odieux que les organisations fascistes durent l'interdire, en 1930, en Italie, à la suite des mouvements d'arrêt du travail dans les usines Fiat, à Turin. Après une enquête, le Comité Corporatif Central qui était sous le contrôle du Ministère italien des corporations, conclut : « En conséquence, le système Bedaux comportant une partie secrète doit être aboli, et il doit être instauré un régime de travail aux pièces d'un type beaucoup plus simple ».

En régime capitaliste, le chronométrage n'a qu'un but, connaître les temps des opérations élémentaires et imposer ces temps aux travailleurs et dans la majorité des cas l'élaboration de ces temps leur est cachée.

Toutes les formules d'organisation du travail considèrent les travailleurs comme des machines sans se préoccuper des facteurs physiologiques et psychologiques.

Une rationalisation socialiste fera passer le facteur humain avant toutes autres considérations.

INFORMATIONS INTERNATIONALES.

Finlande.

◆ Le Président du Parti Social-démocrate a déclaré dans un récent interview accordé à un journal scandinave : « Mon parti est adversaire du pacte fino-soviétique, mais il nous est très difficile de nous y opposer. » A la question du journaliste sur ce qui arriverait à la Finlande au cas où le Parlement s'opposerait à ce pacte, le leader socialiste a fourni une réponse significative : « Posez cette question aux communistes. Eux seuls savent ce qui adviendra dans ce cas. » (Stimme der Jugend).

◆ Les cheminots de Helsinki convoqués par les communistes se sont déclarés contre l'offre russe ainsi que contre une politique pro-américaine. « Nous ne voulons ni des uns ni des autres, nous voulons travailler et qu'on nous laisse tranquilles. »

◆ Le Times de Londres remarque « Pour maintenir leurs positions aux prochaines élections parlementaires, les communistes finlandais ont besoin de l'aide extérieure comme ce fut le cas des communistes tchécoslovaques. »

◆ Les présidents des groupes non-communistes au Parlement finlandais ont attiré l'attention du gouvernement sur le fait que les agents de police étaient recrutés uniquement parmi les membres et sympathisants du parti communiste. La police dépend du ministre communiste de l'Intérieur Leino.

Norvège.

◆ On constate une sensible régression des effectifs communistes. Nombreuses sont les démissions. La Société russo-norvégienne qui groupait plus de 2.000 adhérents a vu fondre ses effectifs à une quarantaine de personnes.

Danemark.

◆ Le ministre socialiste de la Guerre, Rasmus Hansen, proteste contre les accusations russes prétendant que son pays aurait conclu des accords militaires secrets soit avec les pays occidentaux, soit les pays scandinaves.

Suède.

◆ Les socialistes de gauche de Suède (Venster Socialist Part) se désolidarisent des communistes qu'ils appellent les nazis de l'Est. Le parti social-démocrate mène une campagne active pour sauvegarder les libertés démocratiques « contre la pression impérialiste de l'Est ».

Pays baltes.

◆ Un mouvement pour l'indépendance des pays baltes se propose de lutter contre l'annexion arbitraire de leurs pays à l'Union Soviétique. Il comprend les principales organisations politiques se réclamant de la démocratie. La social-démocratie de Lituanie est représentée par le Dr. Petras Karvelis ; celle de Lettonie par ses dirigeants

Voldemar Bastjaniàs, Bruno Kalnins et Feliks Ciclens.

Angleterre.

◆ Douglas A. Hyde, rédacteur pour la politique étrangère du journal communiste britannique *Daily Worker*, a quitté le parti après une appartenance de vingt années. Il a déclaré : « Il m'est devenu clair que le mouvement dans lequel j'ai travaillé et milité tant d'années, détruit la liberté et l'honnêteté pour lesquelles il prétend lutter. »

◆ Le parti travailliste britannique prépare une épuration limitée, qui écarterait une dizaine de députés crypto-communistes connus. Les députés Platts Mills, Mack, Soley sont parmi les députés visés.

Grèce.

◆ L'organe de la Confédération du Travail *Ergatikou Vima* a condamné la loi réactionnaire contre les grèves, présentée par le gouvernement Tsaldaris.

Le journal syndical constate : « Le danger qui menace les ouvriers et la nation ne provient pas de « l'activité astucieuse de l'ennemi » mais des tentatives du gouvernement et de ses protégés, les riches requins qui sont les meilleurs alliés et les meilleurs soutiens de tous les ennemis de la Grèce. « L'ordre public » est menacé par leur faute et non à cause d'une agitation quelconque de la part des ouvriers. »

Par cette loi le gouvernement « essaye maintenant de forger des chaînes pour les ouvriers afin de sauvegarder l'exploitation capitaliste ». « Le droit de grève a été garanti et restera garanti par la constitution de notre Etat ». « Les travailleurs se serviront de ce droit s'il est nécessaire. Si c'est illégal, c'est le gouvernement qui en portera la responsabilité, le gouvernement qui rend illégaux les droits des ouvriers et qui s'efforce de les convaincre qu'ils ne sauraient lutter pour leur pain quotidien autrement que par des moyens illégaux. »

Turquie.

◆ Quatre-vingt-seize militants socialistes et syndicalistes, détenus depuis décembre 1946, viennent de comparaître devant le tribunal de Stamboul.

L'accusation leur reproche d'avoir organisé un mouvement qui s'est donné pour objectif d'établir « la suprématie d'une classe sur les autres ». En Turquie, tout le mouvement ouvrier reste interdit ; le simple fait d'être socialiste ou syndicaliste constitue un délit.

Portugal.

◆ Le ministre des affaires étrangères de Salazar a demandé à la Conférence des Seize l'admission de l'Espagne franquiste au bénéfice du plan Marshall. M. Galiero da Mata, ancien directeur de la Banque Natio-

nale, est un fasciste bien connu et possède une des plus grosses fortunes du Portugal. Il y a un an que da Mata, comme ministre de l'Education a liquidé l'autonomie universitaire, chassé les étudiants démocrates de l'Université et licencié un grand nombre des professeurs connus comme adversaires de la dictature de Salazar. M. da Mata a augmenté les droits universitaires pour faire des études le privilège exclusif des riches.

◆ Quelques milliers d'ouvriers du Centre textile Covilha se sont mis en grève pour demander des assurances sociales et pour obtenir une augmentation de salaires. Avec l'aide de la police, la résistance ouvrière a été brisée, des piquets de grèves ont été brutalement dispersés. Les leaders du mouvement revendicatif ont été déportés et les ouvriers grévistes remplacés par des chômeurs.

◆ La police portugaise prépare les prochaines élections présidentielles en intensifiant les persécutions contre le mouvement anti-dictatorial « d'Unité Démocratique » en arrêtant les dirigeants du mouvement de la jeunesse. Le seul journal d'opposition *Republica* est soumis à une censure sévère qui ne permet pas de prendre une position politique.

U. S. A.

◆ Le journal des syndicats *C.I.O.* publie une liste des vingt grandes entreprises qui ont doublé leurs profits pendant l'année 1947. Il cite même une firme qui a atteint 250 %.

◆ Un tribunal américain a déclaré illégale la disposition de la loi Taft-Hartley qui interdit aux syndicats d'effectuer des dépenses pour des buts politiques. Les juges ont considéré cette disposition comme une atteinte à la liberté de parole et de presse.

◆ Le sénateur Taylor, candidat à la vice-présidence aux côtés de Wallace demande que les communistes soient exclus des postes gouvernementaux qui leur donnaient accès à des secrets d'Etat.

◆ Claude Pepper, député démocrate, un des amis les plus proches de Wallace, a déclaré qu'il soutient la candidature de Truman contre Wallace.

◆ La grève des mineurs des organisations conduites par Lewis continue. Elle englobe 350.000 mineurs sur 400.000, total des effectifs organisés. 86 % des mines de charbon américaines sont paralysées. Perte quotidienne : 2 millions de tonnes de charbon.

L'interruption du travail dans la totalité des mines de houille semble imminente. Pour faire échouer le mouvement, l'administration américaine va appliquer la loi Taft-Hartley sur les grèves.

Corée.

◆ Terre disputée, la Corée est déchirée en deux. Le Nord du pays est occupé par des troupes soviétiques qui y ont organisé une république dite populaire. Un régime totalitaire, dirigé par des citoyens soviétiques de la région de l'Amour, a réalisé une

profonde réforme agraire et des nationalisations massives dans l'industrie. Par contre, hormis le parti communiste, tous les autres partis sont hors la loi.

Dans la zone Sud, occupée par les Américains, le parti réactionnaire Hankook régit par la terreur. Les communistes ne sont pas les seuls à subir une répression systématique, mais aussi les dirigeants des syndicats et les socialistes. Le leader socialiste Lyeule Woon Heuno a été assassiné le 19 juillet 1947 par des jeunes partisans d'extrême-droite qui n'ont pas été inquiétés par la Justice.

Inde.

◆ Le parti socialiste, qui jusqu'à présent constituait l'aile gauche du parti du Congrès, a décidé de poursuivre une politique indépendante en rompant avec ce dernier. Les militants socialistes accusent le parti gouvernemental de l'Hindoustan de s'appuyer trop exclusivement sur les éléments conservateurs.

Indonésie.

◆ Le parti socialiste d'Indonésie a décidé de grouper tous les mouvements qui s'opposent à la fois à la politique d'asservissement des impérialistes capitalistes ou staliéniens.

Afrique Française (Côte d'Ivoire).

◆ Après 5 mois et 10 jours de grève, 20.000 cheminots africains ont repris le travail. Toutes les manœuvres furent utilisées pour briser la résistance ouvrière : intimidation, propagande calomnieuse, condamnation des responsables Sarr Ibrahim, secrétaire fédéral, et Fiankan, secrétaire du Syndicat de la Côte d'Ivoire. La Régie essaye de soudoyer certains cheminots, mais l'immense majorité résiste. Elle fit venir 200 cheminots français pour en finir avec la grève; mais les cheminots africains continuèrent leur mouvement.

Sans avoir satisfaction complète, ils obtiennent des avantages sur tous les points, surtout en ce qui concerne l'intégration des auxiliaires, l'accès des Africains aux emplois jusqu'ici réservés aux Européens, et l'égalité de traitement avec ceux-ci pour les congés, l'indemnité de résidence, et la prime de gestion. La direction a accordé une augmentation de 20 % du salaire réel à compter du 1^{er} janvier 1948.

Australie.

◆ Le mouvement pour la semaine de 40 heures a remporté une grande victoire. La Cour d'Arbitrage s'est prononcée en faveur des organisations syndicales. Le nouveau ministre du Travail de la Nouvelle-Galles du Sud a introduit la semaine de 40 heures pour tous les employés d'Etat, ainsi que pour les ouvriers travaillant sans contrats passés par le gouvernement. Les mineurs exigent maintenant la semaine de 35 heures. A Sydney, une démonstration pour la journée de travail de 6 heures a réuni une foule immense de travailleurs syndiqués.

L'Allemagne concentrationnaire

◆ On s'efforce de taire l'existence des camps de concentration dans la zone d'occupation russe quoique chaque enfant de cette zone sache qu'il y a des camps de concentration à Buchenwald en Thuringe, à Mühlberg et Bautzen en Saxe et à Sachsenhausen, à Altenbach, à Altenhain près Grimma, au pénitencier de Torgau et Fünfeichen près de Brandebourg. Comme à l'époque de la Gestapo, le M.V.D. défend strictement de donner actuellement des nouvelles de ces camps, de parler de l'état et du traitement des prisonniers de ces camps. Nous pouvons donner les précisions suivantes :

Sachsenhausen : En mars 1946 il y avait environ 5.500 anciens officiers allemands et fonctionnaires dans ce camp, lorsqu'un convoi de 350 officiers allemands anciens prisonniers des Anglais y arriva. Il y avait en même temps environ 10.000 hommes et 1.000 femmes et enfants, prisonniers politiques, tous affamés; des milliers sont morts au cours de l'hiver 45-46. Leurs cadavres furent entassés dans des fosses communes puis recouverts de chaux et de branches. Après plusieurs examens d'aptitude, 5.000 officiers furent envoyés dans des fourgons à bestiaux en direction de Francfort-sur-Oder, tandis que 500 inaptes furent libérés en octobre 1946.

Mühlberg : Un homme libéré de ce camp, mais qui n'a pu survivre aux traitements inhumains qu'il y avait subis, relata qu'il y avait 16.000 prisonniers politiques dont 6.000 moururent en un an et demi. Les morts sont enterrés par leurs camarades à l'intérieur du camp. On ne s'occupe pas des malades. Beaucoup doivent coucher sur la terre nue. Il n'y a pas seulement des Nazis dans ces camps, mais aussi tous ceux qui furent dénoncés par le S.E.P. sous un prétexte quelconque et arrêtés par le N.K.V.D. Lorsque les autorités soviétiques visitent le camp, les détenus sont rigoureusement confinés dans leurs baraques. Les officiers du N.K.V.D. ne veulent pas être vus et craignent les futurs procès de Nuremberg.

Altenbach : On est en train de construire près d'Altenbach, dans la région de Leipzig, un nouveau camp de concentration. Il a une surface de 450 hectares, est entouré d'une bande de 80 mètres de terrain déboisé pour laisser le champ de tir libre. La construction est poursuivie en grande hâte.

Transports en direction de l'Est : Dans les premiers jours d'octobre on a de nouveau observé plusieurs trains de prisonniers de camps de concentration quittant la zone russe en direction de l'Est. Sur environ 30 à 40.000 prisonniers des camps de la zone russe, un tiers environ fut transporté en Pologne, dans le territoire de Königsberg, et en Union Soviétique. Il y avait à peu près 2.500 social-démocrates, 200 adhérents à la C.D.U. (parti-social-chrétien) et 150 du L.P.D. (parti démocrate) parmi les prisonniers.

En général, les prisonniers sont interrogés de nuit, mis aux arrêts de rigueur et ensuite accusés d'espionnage au profit de l'une des puissances de l'Ouest ou d'actes de sabotage contre l'armée rouge. (La moitié environ des prisonniers politiques de ces derniers mois sont des jeunes gens.) Le jugement est prononcé par des cours militaires du N.K.V.D. composées d'habitude de 5 officiers qui jugent à huis clos, sans défenseur, en se basant uniquement sur les protocoles transmis par le N.K.V.D. et qui prononcent, dans la plupart des cas, des peines de longue réclusion.

Les Vandales modernes

◆ L'évêque protestant Dibelius, prononçant un sermon dans le Temple des Douze-Apôtres, à Berlin, s'est élevé contre les destructions de châteaux et d'églises, pratiquées par les autorités de la zone soviétique. Ces bâtiments, remplis de réfugiés, sont détruits à la dynamite uniquement « pour faire disparaître les témoins d'une époque révolue ». Des gens se trouvent de nouveau sans toit et sont jetés dans la misère. (*Reuter*.)

Nous pouvons compléter cette information qui ne décrit que le 3^e acte de la tragédie.

1^{er} acte : Les autorités allemandes avaient fait de grands efforts, avec l'assentiment de l'autorité militaire soviétique bien entendu, pour réserver sur la production de 1946 des quantités considérables de matériel de construction dans le but de permettre la construction d'habitations pour les nouveaux possédants dont la propriété avait été créée par le partage des terres des nobreaux. A l'instant où la construction devait commencer, l'administration militaire soviétique fit réquisitionner les matériaux pour les expédier en Russie.

2^e acte : Le Parti Socialiste Unifié à direction communiste fait savoir à grand tapage de publicité que l'on procédera au démontage des châteaux seigneuriaux pour récupérer des matériaux de construction pour les nouveaux paysans. Tout homme sensé sait que l'on ne récupère presque rien en démolissant de vieux châteaux. De plus, tous ceux qui connaissent la situation en zone soviétique savent que les châteaux seigneuriaux sont actuellement habités par des réfugiés à raison d'une famille par pièce.

La nouvelle que nous reproduisons ci-dessus n'est que le dernier acte de ce drame. 1.800 châteaux, hébergeant environ 22.000 réfugiés, sont voués à la destruction. Ce chiffre comprend des châteaux qui étaient considérés comme des trésors artistiques. Nous avons reçu une liste de bâtiments fameux du 15^e, 16^e, 17^e et 18^e siècles, des trésors de l'art du baroque et de la Renaissance, qui viennent d'être détruits par ces vandales modernes.

L'Armée Russe démobilisée ?

◆ Actuellement, la durée du service militaire dans les différentes armes est de deux à quatre ans pour le temps de paix, donc la plus longue du monde entier. L'ordre du jour du soldat indique qu'il est occupé dès la première heure du matin jusqu'à dix heures du soir sans interruption. Les congés sont rares et en général il faut les passer dans un foyer de soldats à l'intérieur de la caserne. Pendant les années de service, le soldat est pour ainsi dire coupé du monde extérieur et sa correspondance, même avec sa famille, est soumise à une censure sévère.

Le règlement essaie d'établir l'autorité des officiers par les moyens classiques : défense pour les militaires de s'asseoir ou de fumer devant un supérieur sans permission expresse de sa part, obligation de saluer les supérieurs, interdiction d'établir des rapports amicaux entre supérieurs et inférieurs, stricte séparation des mess pour officiers, sous-officiers et soldats, etc. Des peines sévères sanctionnent les infractions. A partir du sous-officier chaque supérieur peut punir les rangs inférieurs par des peines d'arrêt.

Les officiers ont certains privilèges, ils touchent gratuitement plusieurs uniformes par an, leurs traitements sont élevés et dépassent sensiblement ceux des fonctionnaires civils assimilés. Un lieutenant par exemple touche le salaire d'un professeur d'Université. Les officiers jouissent de rations alimentaires très élevées et de plus peuvent s'approvisionner à des prix modiques dans des magasins spéciaux. Les prix des mess d'officiers sont également très bas.

Pour souligner sa position élevée, l'officier porte un uniforme chamarré, des épaulettes dorées et un sabre. Il existe un grand nombre de distinctions et décorations et certains officiers en ont la poitrine entièrement recouverte. On s'efforce de créer un esprit de caste en appliquant une juridiction spéciale aux officiers. Les jeunes officiers sont recrutés de préférence dans les familles d'officiers, en leur accordant des privilèges lors de l'admission aux écoles militaires. Des écoles de cadets, réservées aux jeunes fils d'officiers, favorisent l'éclosion d'un esprit de caste. Seuls les officiers de la police politique (M.V.D.) ont une position sociale qui dépasse celle d'un officier de l'armée.

Ci-après le tableau des soldes mensuelles en temps de paix :

	roubles
Soldat d'infanterie	10
Artilleur	15
Caporal	100
Maréchal des logis	150
Lieutenant d'infanterie	650
Lieutenant d'artillerie	750
Lieutenant en premier	800-900
Capitaine	1000
Major	1200

Lieutenant-Colonel	1500-2000
Colonel	2500
Général de brigade	3000
Général de division	3500
Général de Corps d'Armée	4000

◆ La presse soviétique annonce à grand renfort de publicité la démobilisation de l'Armée Rouge.

La nouvelle du retour d'une fraction d'ailleurs limitée de démobilisés dans la vie civile est destinée à fournir aux filiales communistes un argument facile au moment où les Etats-Unis s'approprient à réaliser la conscription. Les effectifs de l'Armée Rouge sont estimés à 3.500.000 hommes.

◆ Le ministre du Ravitaillement de l'U.R.S.S. Liubimov a été contraint de démissionner. Il est rendu responsable du manque de marchandises dans les magasins d'Etat, causé par le rétablissement du marché libre.

◆ Le ministre de l'Éducation universitaire Kaftanov a publié, dans la revue des cadres de la jeunesse communiste *Komsomolskii Rabotnik*, un article à l'adresse des étudiants soviétiques critiquant l'indifférence de beaucoup d'entre eux vis-à-vis du régime. Il a demandé que « face à ces tendances, le travail politique dans l'enseignement supérieur tout entier gagne en caractère offensif bolcheviste. »

◆ Le directeur du Conservatoire de Moscou, lauréat du prix Staline, Chebaline, accusé par la dernière circulaire du Comité Central du P.C. de « déviations formalistes dans la musique » a refusé de « reconnaître ses fautes ».

La presse de Moscou en attaquant Chebaline pour son refus le dénonce « un ignorant en politique et un cynique ». Son attitude a été jugée « inqualifiable ».

L'attaque contre Chebaline a été conduite par le secrétaire de la cellule communiste du Conservatoire d'Etat qui apparaît plus compétent dans le domaine de la politique stalino-policrière que dans celui de la musique.

Pologne.

◆ Avant d'opérer sa fusion avec les communistes dans le cadre du « parti des travailleurs » le parti socialiste polonais a procédé à l'épuration de tous les éléments opposés à la fusion.

Des équipes de propagande sont allées d'usine en usine et de village en village pour vanter les bienfaits de la fusion envisagée et exhorter les militants à chasser du parti « ceux qui voudraient rompre la discipline ».

Les comités exécutifs du parti socialiste et communiste ont décidé que des réunions mixtes auraient lieu mensuellement entre les membres de ces deux groupements à tous les échelons.

◆ Les assassinats de militants socialistes d'opposition emprisonnés continuent. Deux militants, Tadeusz Szturm, de Sztrem et Ludwik Colin, ont été massacrés en prison.

◆ Nous apprenons l'assassinat de deux membres de la vieille garde du P. S. Polonais, Antoine Zdanowshi, qui fut pendant 20 ans secrétaire de la C.G.T. polonaise, et Janine Pajdak, femme du ministre qui représentait le parti socialiste au sein du gouvernement clandestin sous l'occupation allemande. La police prétend au suicide mais les familles n'ont pu obtenir l'autopsie et se sont vu interdire la publication des faire-part.

Plus de 200 socialistes connus sont incarcérés... (*La Sentinelle*.)

◆ Les causes de la non réalisation du plan dans l'usine « URSUS ». L'usine fabrique des tracteurs. Elle n'a pas réalisé le plan. En voici les causes : « Les radiateurs livrés par l'usine P.Z.L. à Lodz étaient de mauvaise qualité. Egalement les réservoirs livrés par Mielec et les roues engrenantes fabriquées à Stalowa Wola devaient subir quelques transformations avant d'être utilisées. Les aciéries ont effectué leurs livraisons avec retard tandis que les ateliers de fabrication des outils ont livré avec retard un outillage de mauvaise qualité. Les roulements à billes livrés par avion en petites quantités arrivaient toujours trop tard. » (*Rzeczpolita*, 24-12-47).

Tchécoslovaquie.

◆ Une opération « révolutionnaire » a été menée par les communistes avec l'aide active de l'appareil d'Etat (police et syndicats colonisés). Tous les autres partis sont liquidés de façon radicale en utilisant, sur une grande échelle, la trahison des éléments opportunistes et la passivité des démocrates. L'action a été orchestrée par Zorine, vice-ministre des Affaires Etrangères soviétique, qui se trouvait à Prague au moment de la crise.

Les agents staliniens du parti social-démocrate Fierlinger, Reiman et le secrétaire des Syndicats Erban qui étaient en minorité au Congrès de BURNNO, ont occupé le siège du parti avec l'aide de la police. Ils se sont mis à la tête du parti et ont obligé le président Lausmann à démissionner. Les anciens dirigeants du parti adeptes de l'indépendance de l'organisation, comme le ministre de l'Approvisionnement Mayer, le secrétaire général du parti Vilim, le député Voita Béné, frère du Président de la République, ont été exclus ou forcés d'abandonner leurs charges.

Tandis que Fierlinger soutient la fusion, Lausmann s'est déclaré, dans une réunion publique à Pardulite, contre la fusion.

Le parti social-démocrate tchèque a été exclu du COMISCO, le bureau socialiste international de Londres.

◆ Le traité économique tchéco-soviétique du 11 décembre 1947 n'a pas donné satisfaction aux exigences soviétiques qui portaient sur la production de machines pour l'industrie du pétrole et du bois. En conséquence l'U.R.S.S. a réduit les livraisons de matières premières à 23 millions de dollars, somme insignifiante en regard des besoins tchèques.

◆ Les Etats-Unis ont porté un rude coup à la Russie en arrêtant l'exportation de machines à destination de l'U.R.S.S. En 1946, les U.S.A. ont exporté en Russie des machines pour 302 millions de dollars. En 1947, pour 118 millions seulement. Le total des importations de machines de l'U.R.S.S. est tombé de 355 millions de dollars en 1946 à 177 millions en 1947. En compensation, la production tchèque destinée à la Russie a été accrue dans cette même branche (10 millions de dollars en 1946, 14 millions en 1947, 29 millions en 1948) aux dépens des secteurs de la production. Toute l'économie tchèque en est bouleversée.

◆ La Revue tchèque *Economie Nouvelle* constate une diminution du revenu brut des ouvriers de l'industrie textile des vêtements, du verre, de la céramique, de l'industrie alimentaire, etc...

◆ Le salaire moyen de ces ouvriers et des employés de l'Etat est inférieur au minimum vital mensuel (2.600 kcs). Certaines autres catégories (domestiques, travailleurs agricoles, forestiers, etc...) ont des salaires qui n'atteignent pas 60 % du salaire de base. Par contre les hauts fonctionnaires des industries nationalisées gagnent 10, 15 et 20 fois le salaire d'un ouvrier. Les 960 millions de kcs qui ont été dépensés en frais de déplacements et d'entretien de cette bureaucratie pourraient assurer le minimum vital à 300.000 familles ouvrières.

Hongrie.

◆ Le Congrès du Parti Social-démocrate, qui s'est tenu sous la surveillance du secrétaire général du P.C., a pris des décisions favorables à la fusion.

L'ancien secrétaire général du Parti Socialiste Szakasits, contraint de démissionner (démission retirée ultérieurement) par les éléments autonomistes de son parti, avait pris soin d'éliminer au préalable tous les adversaires de l'unité organique. C'est ainsi que furent exclus avant le congrès Antal Ban, ministre de l'Industrie; Anna Kethly, vice-président de la Chambre; Vas, président de la Confédération du Travail; Erös, secrétaire général à la Jeunesse et 34 autres militants.

De même, dans toutes les organisations de base, une épuration des socialistes et des arrestations ont mûri les conditions de cette fusion défendue dans la Bataille socialiste par Szalai qui, à côté de Marosan, a œuvré au service des staliniens. Il espère sans doute devenir ambassadeur.

Pour gagner des adhérents à la fusion les staliniens hongrois ont distribué largement des places intéressantes dans la police, les ministères et l'administration à tous ceux qui se sont laissés acheter. Un dirigeant de syndicat a été nommé directeur d'un service important, aux appointements de 3.000 florins par mois (90.000 francs) et « tous les avantages d'un ministre ».

Ceux qui voulaient résister étaient rapidement expédiés. La camarade Anna Kethly, vice-présidente du Conseil, s'opposait-elle à

la nomination d'un communiste à l'Intérieur, son collègue Szakasitz faisait appel à deux généraux russes pour l'éliminer et faire nommer le communiste. Le ministre de l'Industrie Ban, qui s'obstinait à vouloir l'indépendance du parti, fut impliqué dans un scandale « crapuleux » et finalement conduit à la frontière suisse. Sur tous les résistants on avait d'ailleurs fait peser la menace de « complot », de sorte qu'en deux mois 20 % du parti avaient été éliminés. Les autres avaient cédé par crainte de perdre leur gagne-pain.

◆ Le bluff de la politique sociale a été brutalement infirmé par la presse magyare elle-même. Plus de 10.000 apprentis n'ont pas réussi à trouver du travail.

◆ C'est le 9 novembre 1947 que les Jeunesses socialistes hongroises — qui comptent 80.000 membres — tinrent les Congrès à Budapest. Quatre-vingts pour cent des délégués s'exprimèrent pour l'autonomie du mouvement envers les communistes et pour une politique socialiste. Conséquence : cinq cents communistes envahirent la salle du Congrès et interrompirent les travaux. C'était le coup classique qui préluait la liquidation du Parti; les stalinien savent très bien l'importance du mouvement des jeunes, surtout quand il est si fort. L'équipe de direction élue démocratiquement, dut fuir pour ne pas être emprisonnée.

Le 15 mars 1948, la nouvelle direction mise par les stalinien à la tête du SZIM (J. S. hongroises) avec Leteri, fit la fusion avec le MAIDISZ (Jeunesses communistes). A la suite de ce fait la direction exilée composée de *Eross Ferenc*, député, secrétaire général et secrétaire politique des J.S. *Baranyai Tibor*, député, secrétaire des Jeunesses syndicalistes, membre de la C.E., des J. S. *Gal Jano*, secrétaire pour l'éducation et membre de la C. E. *Papp Gyu'a*, secrétaire général des Jeunesses syndicalistes du Budapest. *Kiraly Erno*, secrétaire dans le SZIM. *Schneer Laszlo*, secrétaire de la section des jeunes ouvriers agricoles des organisations rurales du Szim, prit position clairement, dénonçant le caractère dictatorial et antiouvrier de ces événements provoqués par les stalinien.

Ils se fixent comme tâches de continuer la lutte à l'extérieur, de coordonner l'activité de tous les socialistes hongrois exilés, de reconstituer la direction du P.S. qui en l'état actuel peut être considérée comme liquidée et travailler à la création d'une vraie internationale des Jeunesses socialistes. En même temps ils ont lancé une Déclaration aux Jeunesses socialistes du monde, dans laquelle, après avoir exposé les faits, ils affirment leur volonté de continuer la lutte et font appel à la solidarité socialiste internationale.

Roumanie.

◆ Les résultats des élections roumaines donnent 91 % des voix pour la « démocratie populaire » qui prend 405 des 474 sièges de la nouvelle chambre des députés.

Pour montrer que la Roumanie est vraiment une démocratie les communistes se sont forgés de toutes pièces une opposition commandée, créée et dirigée par le gouvernement ainsi que les prétendus partis qui forment le bloc présidé par Monsieur Groza. Une presse d'opposition réelle ou au moins indépendante n'existe plus.

Des prisons politiques dans chaque ville, et à l'échelle nationale les trois prisons de la sécurité communiste de Bucarest aussi que les camps de Pitesti, Craiova, Gherla, — pour ne rappeler que les plus importants, — ont pour rôle de paralyser toute velléité d'opposition, d'étouffer toute manifestation de mécontentement et d'anéantir toute volonté d'expression libre.

◆ Les principaux tenants de la cinquième colonne au sein du parti socialiste roumain récemment obligé de fusionner avec les communistes ont reçu leurs récompenses.

Ceux qui ont fait jusqu'au bout le jeu des stalinien, en disloquant les organisations socialistes, ont reçu leurs 30 deniers : Misa Levin a été nommé ministre à Buenos Aires et B. Salomon à Oslo. Le premier détenait un poste de commande dans la Confédération du Travail comme représentant de la social-démocratie roumaine, le deuxième a été jusqu'à la fusion secrétaire général adjoint du parti socialiste.

Bulgarie.

◆ Immense opération de « mise au pas », le front patriotique à participation stalinienne étant devenu le monolithique « Parti de la Patrie », contrôlé à 100 %. Sur les dissidents et rebelles s'abat l'interne administratif. L'hebdomadaire anarchiste de Rome, *Umanità Nostra*, publie trente-deux noms relevés parmi les détenus anarchistes des camps de travail punitif de Koutzian et de Bogdanoff Dol. Le régime de ces camps est un véritable système d'extermination; la mine de Koutzian, baptisée « Le Camp de la Mort », et le bague de Bogdanoff Dol, « Le Camp des Ombres », sont pleins d'anciens détenus politiques du temps du fascisme, de partisans qui furent jadis blessés ou torturés par la réaction, de travailleurs suspects d'avoir travaillé à former des syndicats échappant à la direction du parti gouvernemental, d'étudiants ayant protesté contre l'enseignement obscurantisme et totalitaire.

Bien d'autres secteurs socialistes, démocratiques et syndicaux sont l'objet de la répression. Dernièrement, le Comité central « de liquidation » du Parti social-démocrate a démenti d'avoir lui-même institué un comité d'initiative chargé du « contrôle idéologique... » de ses propres adhérents.

Slovénie.

◆ Quelques personnalités dirigeantes du P.C. et des milieux économiques ont été arrêtées par la police politique de Tito. Elles sont accusées d'espionnage au profit de l'Angleterre. Les accusés sont d'anciens déportés du camp de Buchenwald.

Les Hommes et leurs Œuvres

Un grand livre révolutionnaire de Richard WRIGHT

ON connaît les attaques dont l'écrivain noir Richard Wright est l'objet de la part des stalinien. Il a eu le tort d'abandonner le parti communiste américain il y a quelques années. Sa littérature ne saurait donc plus qu'être « réactionnaire » ou pis : « existentialiste ». Malgré les protestations isolées d'un Vittorini en Italie, il est évident que Richard Wright, comme Dos Passos, Hemingway et peut-être Steinbeck, depuis son retour d'U.R.S.S., sont devenus des agents du « State Department ». Ou bien, comme Milles, « ils travaillent pour l'exportation », c'est-à-dire visent, sur un autre plan que la bombe atomique, la désintégration de la conscience révolutionnaire.

On s'excuse de rapporter ces arguments misérables à propos d'un homme comme Richard Wright dont l'œuvre, jusqu'à maintenant traduite, constitue une protestation passionnée et lucide contre la condition des noirs en Amérique. Il fait mieux que de dire à ses frères : « Rejoignez les rangs du parti communiste », il leur rend une conscience d'hommes. Il leur donne le désir d'acquiescer une conscience révolutionnaire. Que cela ne les engage pas, en conséquence, à rejoindre un parti qui broie la conscience tout court, voilà qui dépense les stalinien et dont nous nous arrangeons.

Dans *Native Son* (*Un enfant du pays*) (1), Richard Wright montrait selon quelles déterminations quasi fatales un noir, dans la société américaine, est amené à tuer. Surpris au côté d'une jeune fille blanche il ne peut qu'agir selon l'image courante imprimée dans son cerveau par une société qui le juge, dès la naissance, meurtrier en puissance. Il tue donc sans y penser et sans le vouloir parce qu'il est le nègre tueur. Son crime viendra renforcer l'idée que se font les blancs du noir. Le cercle vicieux est impossible à franchir.

Si Richard Wright s'était déclaré partisan de ce fatalisme social, il prêterait, certes, le flanc à la critique révolutionnaire. Mais voici justement un livre, *Black Boy* (2), où il montre par son propre exemple que le noir peut s'évader de sa condition après en avoir pris conscience, et peut gagner individuellement ou en groupe son droit à la vie libre.

Black Boy est un ouvrage admirable. C'est l'histoire de la jeunesse de Richard Wright écrite par lui-même. Est-ce une plainte? une revendication? Même pas. C'est un document d'une sobriété exemplaire où les faits sont rapportés à leur date, les sentiments revécus tels qu'ils se sont présentés. S'il doit comporter des conclusions générales, l'auteur nous laisse le soin de les tirer. La portée du livre est là, dans son contenu humain et révolutionnaire, et non dans quelques slogans de propagande.

Car Richard Wright évite de présenter la collectivité noire comme le sel de la terre, comme le peuple élu. Fruste, ignorante, superstitieuse, il ne lui suffit pas d'exister pour proclamer son bon droit. Elle forme la masse esclave qui ne se révolte contre l'esclavage que lui ont fait subir les blancs que par à-coups sauvages en employant les armes à sa disposition : l'hypocrisie et la mauvaïse foi. Richard Wright qui, au terme de sa jeunesse, conquiert sa condition d'homme doit, avant de se tourner contre les blancs, former ses muscles dans une guerre contre ses propres frères qui ne comprennent pas le désir qu'il a de s'évader de sa condition. Sa famille le vomit parce qu'il vomit les superstitions religieuses. Elle le punit pour avoir écrit dans un journal noir local. Elle le chasse quand il apparaît comme un révolté. Elle n'a pas compris qu'il voulait briser le pacte de complicité qui unit l'esclave au bourreau.

La partie la plus dramatique de ce récit est constituée, malgré tout, par la lutte que soutient Richard Wright contre les blancs, au travers de cent métiers différents. Lutte qui consiste pour lui à tamiser ses regards trop hardis, à taire ses paroles osées, à faire semblant de baisser la nuque. Il faut déjouer la colère du monde blanc sans l'affronter jamais, sous peine de mort. La libération se construit pièce par pièce en accumulant par le travail et par la ruse les quelques dollars qui lui permettraient de « monter » vers le Nord où la condition des noirs n'est pas aussi tragique.

Le récit se termine au moment où Richard Wright entrevoit la possibilité de gagner Chicago. Il a, chemin faisant, découvert l'univers inhumain qui le contient, mais aussi la pensée émancipatrice qui lui permettra de

comprendre cet univers et de le façonner pour le bonheur de tous. « Je n'ai jamais pu me considérer comme un être inférieur », écrit-il, « et aucune des paroles que j'avais entendues tomber des lèvres des blancs n'avait pu me faire douter réellement de ma propre valeur humaine. »

Fière déclaration de foi qui montre qu'au delà des barrières du racisme conservateur, du contentement de soi et de l'orgueil idéal des parias, il est possible à tout esclave de briser ses chaînes.

André SANTON.

- (1) Albin Michel.
(2) Gallimard.

Daniel GUÉRIN : La lutte de classes sous la 1^{re} République (N.R.F.)

L'OUVRAGE de Guérin n'est pas, malgré son titre, une histoire marxiste de la Révolution française. Les luttes de classes qui opposent la bourgeoisie du tiers à l'ancienne noblesse et qui constituent la trame essentielle de l'événement n'y est qu'à peine esquissée. Celles qui font l'objet du livre se déroulent à l'intérieur du tiers-état entre bourgeois, paysans et « prolétaires ». Guérin se garde bien, avec raison, de parler d'un prolétariat au sens classique du XIX^e siècle. L'industrie capitaliste est presque inexistante; aussi l'auteur emprunte-t-il à Michelet le terme imagé de « bras nus » pour désigner le peuple ouvrier et artisan des faubourgs.

Guérin distingue nettement le contenu bourgeois, résultant de la grande transformation et le processus révolutionnaire remuant les couches profondes de la population. Marx, dans ses écrits de jeunesse (la *Sainte Famille* ou la *critique moralisante* par exemple), constatait qu'une révolution est comme un pendule, dépassant sa position d'équilibre avant d'y revenir définitivement par oscillations d'amplitude décroissante. C'est ainsi qu'il pensait que la terreur jacobine avec sa base populaire avait été indispensable pour consolider l'avènement d'une société de... propriétaires. Remarque discutable et singulièrement désavouée par l'évolution postérieure ! Mais si Guérin puise sa conception historique dans le marxisme, c'est surtout dans sa composante blanquisto-léniniste qui mit à la mode l'expression de « révolution permanente ».

Les « bras nus » ne se contentent pas de l'égalité formelle, mais rêvent d'une égalité sociale. C'est pourquoi, à l'intérieur et à côté de la révolution bourgeoise d'aspect juridique, ils instaurent une sorte de « révolution permanente » de plébéiens qui ne peut pas ne pas mettre en cause le fondement de la propriété privée. En fait, il faut attendre, à la fin de la République, l'agitation de Babeuf pour y trouver un embryon de communisme. Ni chez les Enragés, ni chez les Hébertistes, on trouve quelque chose qui ressemblerait à un projet collectiviste, qu'il est difficile de voir avec Guérin dans la simple taxation des denrées !

Il ne faut pas oublier que l'idée de la « révolution permanente », transformant une révolution bourgeoise en révolution communiste fut décrite par Marx en 1850 (et plus tard par Trotsky) non comme un processus inévitable au sein d'une révolution mais comme une *stratégie consciente*, élaborée par un état-major de conspirateurs. Or, il est clair que cet aspect fait défaut dans la période ascendante de la révolution française. Il faut donc une extrême prudence pour tenter une analogie entre les révolutions russe et française. A aucun moment, dans cette période où ils jouèrent cependant un rôle actif, les « bras nus » n'opposèrent à la bourgeoisie une conception politique originale. Ils avaient pratiquement la Convention à leur merci, mais jamais, ils n'en profitèrent pour lui substituer un autre type de démocratie. La Commune de Paris se comporta souvent comme un véritable Etat dans l'Etat, mais jamais elle ne prétendit au pouvoir unique et suprême. Il s'agit donc davantage d'un partage de pouvoirs entre la Convention et la Commune que d'une lutte pour la suprématie de la seconde sur la première comme le voudrait le schisme dit de « la révolution permanente ». Il y a une tradition communaliste depuis le Moyen Age jusqu'en 1871 au moins; mais on ne saurait confondre la Commune de 1793, jacobine et hébertiste avec celle de 1871, fédéraliste et proudhonienne. Le mot de Commune signifie n'importe quoi depuis la simple municipalité jusqu'au phalanstère; sa valeur est plus mythique que politique. Comme telle, elle a évidemment joué un rôle important dans la propagande révolutionnaire depuis 1871; et l'on comprend le désir d'un historien d'en faire un élément systématique et permanent de la dialectique des révolutions ! Mais une étude historique de l'idée communaliste devrait mettre en avant les thèmes opposés du jacobinisme et du fédéralisme qui ont servi successivement de contenu à la Commune de 1793 et aux communes proudhono-bakounistes du siècle suivant. Et si on fait un parallèle entre les deux « pouvoirs » de la Révolution française d'une part et l'antagonisme soviét-gouvernement provisoire de la Russie de 1917, il faudrait montrer que la révolution bolcheviste se caractérise, non par la victoire des soviets — simple moment négatif de la contradiction envisagée — mais par celle du parti de Lénine liquidant les soviets. Si l'on voulait faire un rapprochement, ce serait sans doute avec la politique de Robespierre, s'appuyant d'abord sur la Commune de Paris pour chasser la Gironde, et ensuite, détruisant l'autonomie du pouvoir communal, par l'expulsion des hébertistes.

Guérin oppose l'activité des sections — qu'il identifie à une sorte de dictature prolé-

tarienne — à la dictature individuelle d'un Robespierre qualifiée de bourgeoise. Il est clair cependant que cette opposition est toute formelle puisque les deux « pouvoirs » se développaient sur une même base centraliste. Il ne pouvait en dernier lieu qu'y avoir une absorption de l'un par l'autre et la conséquence en était la consolidation de la dictature quasi personnelle d'une faction ou d'une autre.

Sur le rôle social de Robespierre, Guérin diffère complètement de Mathiez. Il détruit assez facilement quelques images d'Epinal brossées par Mathiez autour de son héros. Guérin voit en Robespierre, non un précurseur de la démocratie socialiste, non un défenseur des sans-culottes, mais un bourgeois révolutionnaire, proche de Danton ou de ceux qu'il nomme « les grands spécialistes », Cambon, Carnot, etc... Par là, il explique la liquidation de l'aile gauche hébertiste mais il sous-estime du même coup l'importance d'événements comme la mort de Danton et surtout, le 9 Thermidor. Il y a là autre chose qu'une simple divergence tactique entre clans bourgeois ! La personnalité de Robespierre échappe justement à une classification sociologique fondée exclusivement sur la lutte des classes. En se refusant à faire un portrait psychologique de ses héros, Guérin se refuse à envisager la réalité historique comme une totalité. Il y a incontestablement chez Robespierre une attitude de voyant, de grand-prêtre d'une société sacerdotale, ignorant la force militaire et le profit et plongeant ses sources dans un contact intime avec la « Nature » interprétée par Rousseau. Transposés sur le plan industriel, un Saint-Simon et son disciple Enfantin surtout ne sont pas éloignés de Robespierre. Au contraire, un Bonaparte se situe aux antipodes. Par son horreur de l'idéologie et des porteurs de mission, par sa création d'un Etat purement civil, Bonaparte s'éloigne autant de Robespierre que les encyclopédistes de Rousseau.

L'ouvrage de Guérin nous apporte une riche moisson de documents capables de jeter un peu de lumière sur les rapports sociaux ou personnels des acteurs du drame; mais en cherchant leur explication presque exclusivement dans les rapports de classes, Guérin limite volontairement l'explication historique au schéma marxiste. Par sa rigueur abstraite, comme par sa volonté de retrouver dans la révolution française des développements analysés dans la révolution russe, Guérin s'interdit de tout pénétrer. Par là, il démontre les dangers d'une codification marxiste de l'histoire. La vie ne se laisse pas facilement saisir et encore moins interpréter et, suivant les paroles de Goethe, la théorie reste grise quand l'arbre de la vie est toujours vert.

Michel COLLINET.

A. KOESTLER : La Lie et la Terre (Ed. Charlot)

LE martyrologe des réfugiés anti-nazis dans les camps de concentration — de la déclaration de la guerre jusqu'à la débâcle — nous apporte la preuve que rien ne prédestine la France à échapper à la dictature.

Comme beaucoup d'Allemands, qui n'ont pas voulu ou su qu'il existait de véritables entreprises de mort lente et de dégradation humaine, beaucoup de Français ont jeté un voile pudique sur le sort des étrangers. Cette passivité des meilleurs, jointe à la brutalité des pro-hitlériens, portait en elle tous les germes de décomposition qui devaient préparer notre servitude. Avant de le soumettre par les armes, Hitler avait amené le peuple français à réagir comme il l'entendait.

Koestler a décrit sobrement le sadisme concentrationnaire où les emprisonnés sont avilis et réduits à l'état de bétail misérable par ceux qui tirent jouissance — et profit — de cet avilissement.

Son livre est un implacable réquisitoire de notre société. Déjà le sort des réfugiés espagnols avait donné un sûr indice de l'égoïsme borné des foules prises de panique. Qui oserait croire que la Libération nous a libéré de la bêtise ?

A. T.

Gens de l'Équateur (Ed. Grasset)

ALORS qu'en Europe le roman social a depuis longtemps fait place à la peinture des scrupules de conscience, en Amérique Latine s'épanouit une âpre critique d'une exploitation encore féodale.

Le conte, mieux que le roman, transforme le récit en pamphlet et c'est sous cette forme que nous sont présentées les deux plaies du paysan de l'Équateur : le grand propriétaire terrien et le curé. Le calvaire de l'indigène est inséparable de ces puissances qui l'écrasent.

Le style des jeunes écrivains de l'Équateur est acéré, aride même. Pas de fioritures, pas de cris d'indignation, mais des mots qui font saisir la souffrance continue, lancinante et sans espoir.

Nous voilà loin du bouillonnement d'idées et de l'enthousiasme que nous a communiqués un Panaït Istrati. Et pourtant ce n'est pas sans nostalgie que nous pensons à ce stade de l'humanité — dépassé chez nous — où tout nous paraissait possible.

A. T.

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Jean JACQUES

Vie et mort des CORPORATIONS

Grèves et luttes sociales
sous l'ancien régime

144 pages : 100 fr., franco 115 fr.

Maurice DOMMANGET

La Révolution de 1848 et le Drapeau rouge

80 pages : 60 fr., franco 70 fr.

K. MARX et Fr. ENGELS

Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt

100 pages : 60 fr., franco 70 fr.

Jean JAURÈS : L'Église et la laïcité.	15 fr.
ALLIGER : Socialisme, Bolchevisme	20 »
LEFEUVRE : Politique Communiste	20 »
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	20 »
— Marxisme contre Dictature...	25 »
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20 »
Suzanne CHARPY : Prendrons-nous les Usines ?	20 »
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme russe	25 »
— 16 Fusillés à Moscou	30 »
PRUDHOMMEAUX : Catalogne libertaire 1936	30 »
YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe	35 »
ZAREMBA : La Commune de Varsovie	25 »
COTEREAU : Le Complot Clérical	30 »
— L'Église a-t-elle collaboré ?	20 »
TOMORI : Qui succédera au Capitalisme ?	25 »
Abonnements : 1 an, 240 fr. — Etr. : 300 fr.	

LES ÉGAUX

Victor SERGE : La Tragédie des écrivains soviétiques	6 fr.
J. MALAQUAIS : Aragon, patriote professionnel	6 »
Léon BLUM : Révolution Socialiste ou Révolution directoriale	6 »
LÉNINE : Testament politique	6 »
M. DOMMANGET : La Commune et les Communards	12 »

Envois unitaires : 10 % en sus.
Remises par quantités : 10 ex. 10 % —
25 ex. 15 % — 50 ex. 20 % — 100 ex. 25 %.

J-LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. P. PARIS 633-75

A NOS ABONNÉS

A NOS LECTEURS

La préparation du Numéro Spécial nous a quelque peu retardés. Toutefois nous nous efforçons de rattraper par la suite notre retard. Nous remercions les camarades, déjà nombreux, qui se sont réabonnés. Nous envoyons encore ce Numéro aux retardataires et nous insistons pour qu'ils nous évitent de procéder au coûteux recouvrement par poste.

Abonnez-vous, camarades, faites des abonnés, chaque jour les prix augmentent, votre aide nous est indispensable.

Si vous avez adressé à M. K., en 1947, vos abonnements à MASSES, envoyez-nous les talons de mandats ou réclamation motivée. Il y sera fait droit.

Utilisez notre compte chèques post. : J. Lefevre Paris 633-75.

SPARTACUS

publie les œuvres fondamentales
de

ROSA LUXEMBOURG

RÉFORME

ou

RÉVOLUTION ?

•

GRÈVE GÉNÉRALE Parti et Syndicats

Textes traduits et présentés
par BRACKE

Chaque volume 60 Fr.

Franco recommandé 70 Fr.

J-LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5^{ème}) C. CH. P. PARIS 633-75